



**B U R K I N A F A S O**  
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!  
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!  
COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

au 1er trimestre 2015

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**  
INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01  
Téléphone : (226) 25.37.62.02 - Fax : (226) 25.37.62.26 - Burkina Faso  
E-mail : [insd@insd.bf](mailto:insd@insd.bf); [insdbf@yahoo.fr](mailto:insdbf@yahoo.fr) - Site web : [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

TBE n° 01/2015

# SOMMAIRE

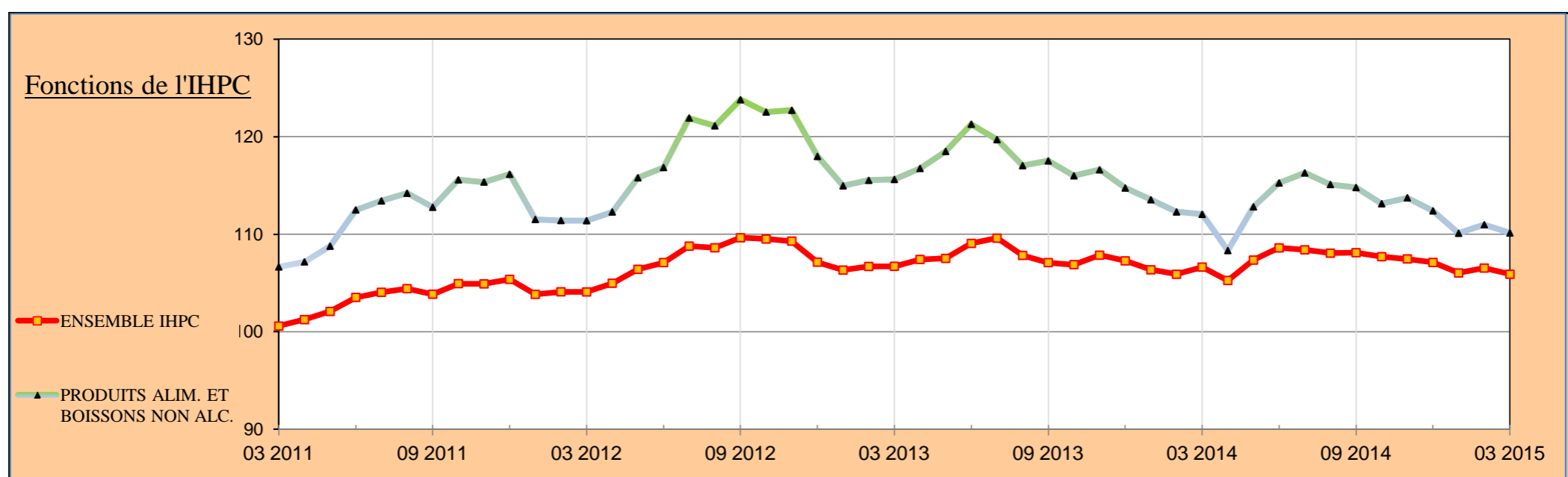
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>9</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>14</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>17</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>22</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>23</b>

## Secteur réel

Le premier trimestre 2015 a connu, comparativement au trimestre précédent une baisse des prix à la consommation sous l'effet principal du fléchissement des prix des produits alimentaires et du transport. On observe cependant une hausse des prix des produits de l'élevage. Quant à l'industrie, au quatrième trimestre 2014, elle a connu un regain de l'activité.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2014	2015	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>106,3</b>	<b>107,1</b>	<b>108,2</b>	<b>107,4</b>	<b>106,2</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-0,1%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	112,6	112,1	115,4	113,1	110,4	-2,4%	-2,0%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	102,5	99,6	100,2	99,1	97,3	-1,9%	-5,1%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,8	101,8	101,8	101,8	101,8	0,0%	0,0%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	115,2	117,8	116,6	117,5	119,4	1,6%	3,6%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,7	98,8	98,8	98,6	98,3	-0,3%	-0,5%
SANTE	100,9	100,9	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	108,8	114,6	114,6	114,7	112,5	-1,9%	3,4%
COMMUNICATION	64,5	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	-0,6%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	96,2	96,3	96,3	96,4	96,3	-0,1%	0,0%
ENSEIGNEMENT	104,4	104,4	104,4	108,1	108,1	0,0%	3,6%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	113,4	113,2	113,6	112,8	111,2	-1,4%	-1,9%
AUTRES BIENS ET SERVICES	104,3	105,0	104,9	104,9	105,0	0,0%	0,6%



Au premier trimestre de l'année 2015, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 1,2% par rapport au trimestre précédent et de 0,1% par rapport au premier trimestre de l'année 2014.

La baisse en glissement trimestriel est essentiellement imputable au recul des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,4%), des tarifs du transport (-1,9%), des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-1,9%) et des tarifs des services de restauration et d'hôtellerie (-1,4%). Seule la fonction "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" a connu une hausse de ses prix (+1,6%), les autres fonctions ayant connu une relative stabilité de leurs prix.

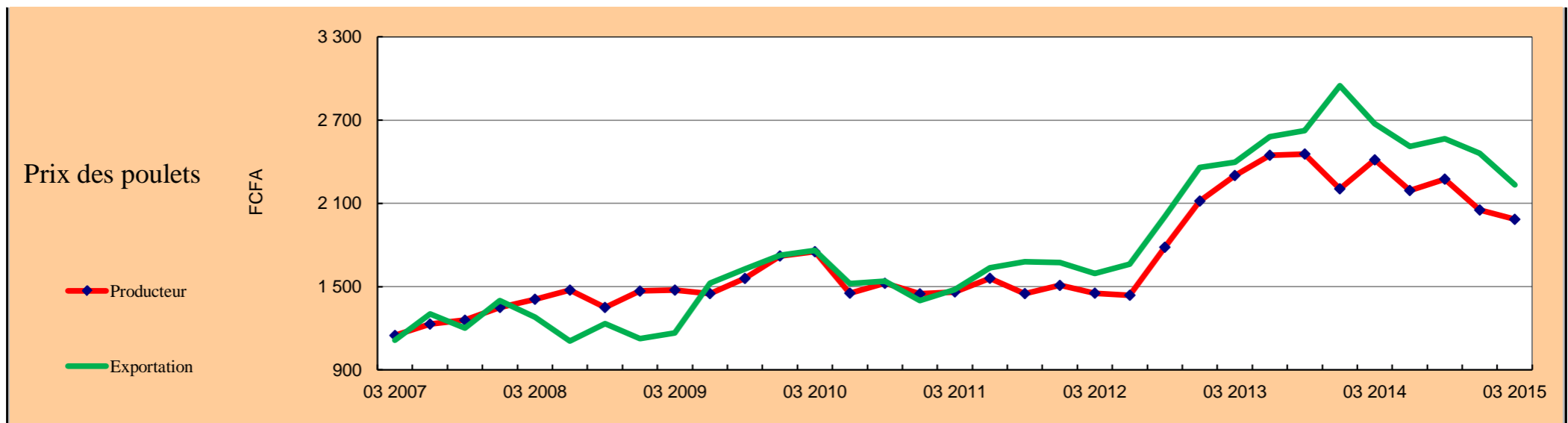
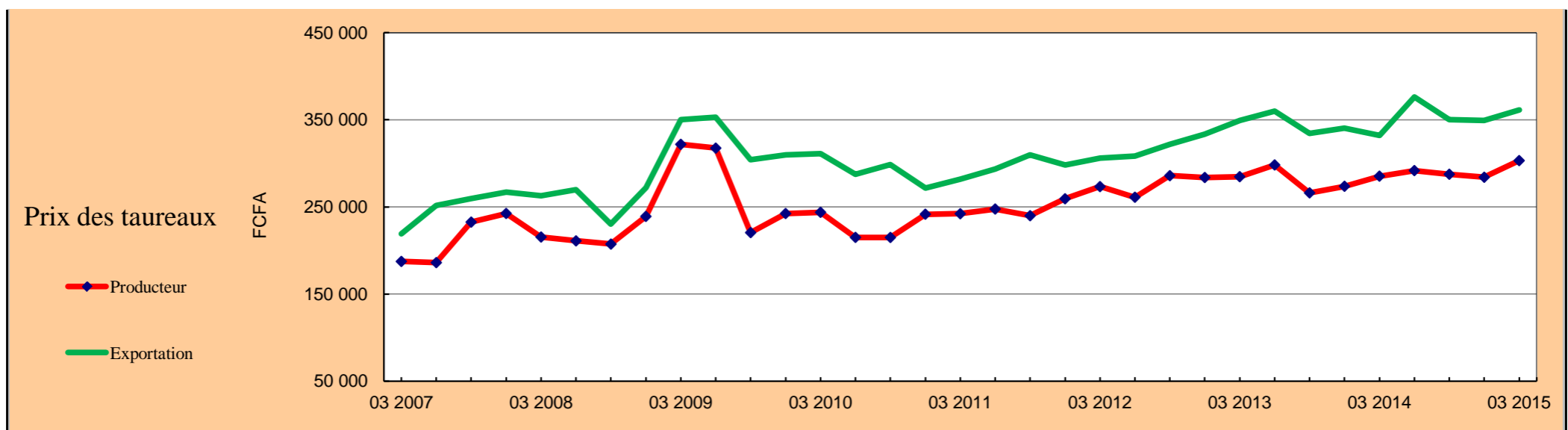
La baisse en glissement annuel est essentiellement expliquée par le fléchissement des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-5,1%) accompagné de celui des produits alimentaires (-2,0%) et des services de restauration (-1,9%). On note cependant que le premier trimestre 2015 a connu une hausse des prix de la fonction "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+3,6%), des services d'enseignement (+3,6%) et de transport (+3,4%).

En fin mars 2015, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de (-0,2%) contre (-0,1%) en fin mars 2014. La bonne tenue de la campagne agricole 2013-2014 et les mesures gouvernementales contre la vie chère demeurent les explications de cette maîtrise des prix à la consommation.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2014	2014	2014	2014	2015	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	285 368	291 750	287 556	284 100	303 215	6,7%	6,3%	
Prix à l'exportation du taureau	332 147	376 460	350 293	349 145	361 519	3,5%	8,8%	
Prix au producteur du bélier	42 579	38 758	39 513	38 221	42 656	11,6%	0,2%	
Prix à l'exportation du bélier	48 886	49 622	53 444	50 076	51 212	2,3%	4,8%	
Prix au producteur du bouc	25 568	22 996	21 395	20 818	23 011	10,5%	-10,0%	
Prix à l'exportation du bouc	38 165	33 971	32 944	32 050	34 103	6,4%	-10,6%	
Prix au producteur du poulet	2 414	2 193	2 275	2 052	1 985	-3,3%	-17,8%	
Prix à l'exportation du poulet	2 674	2 512	2 566	2 462	2 233	-9,3%	-16,5%	
Prix au producteur de la pintade	2 343	2 275	2 439	2 277	2 143	-5,9%	-8,5%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 504	2 509	2 517	2 370	2 192	-7,5%	-12,5%	



Au premier trimestre 2015, le marché des animaux s'est caractérisé par une hausse des prix moyens des ruminants et une baisse des prix moyens de la volaille comparativement au trimestre précédent.

L'évolution du prix moyen du taureau affiche une tendance haussière atteignant 6,7% sur les marchés de production et 3,5% sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel. Cette même tendance est observée en glissement annuel avec 6,3% sur les marchés de production et 8,8% sur les marchés d'exportation.

Les mercuriales de petits ruminants ont également connu une hausse par rapport au trimestre précédent. En effet, le prix moyen du bélier est passé de 38 221 FCFA au quatrième trimestre 2014 à 42 656 FCFA au premier trimestre 2015 sur les marchés de production et de 50 076 FCFA au quatrième trimestre 2014 à 51 212 FCFA au premier trimestre 2015 sur les marchés d'exportations. Les mêmes tendances sont observées pour les mercuriales du bouc. Cependant en glissement annuel, le prix moyen du bouc est en baisse d'au moins 10% sur les différents marchés.

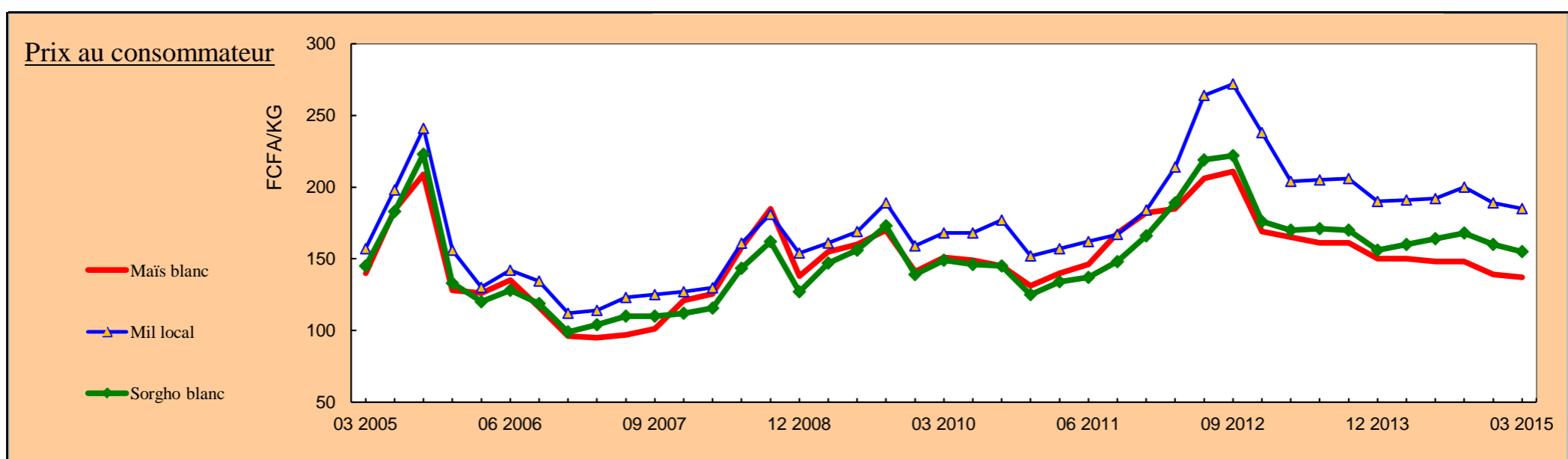
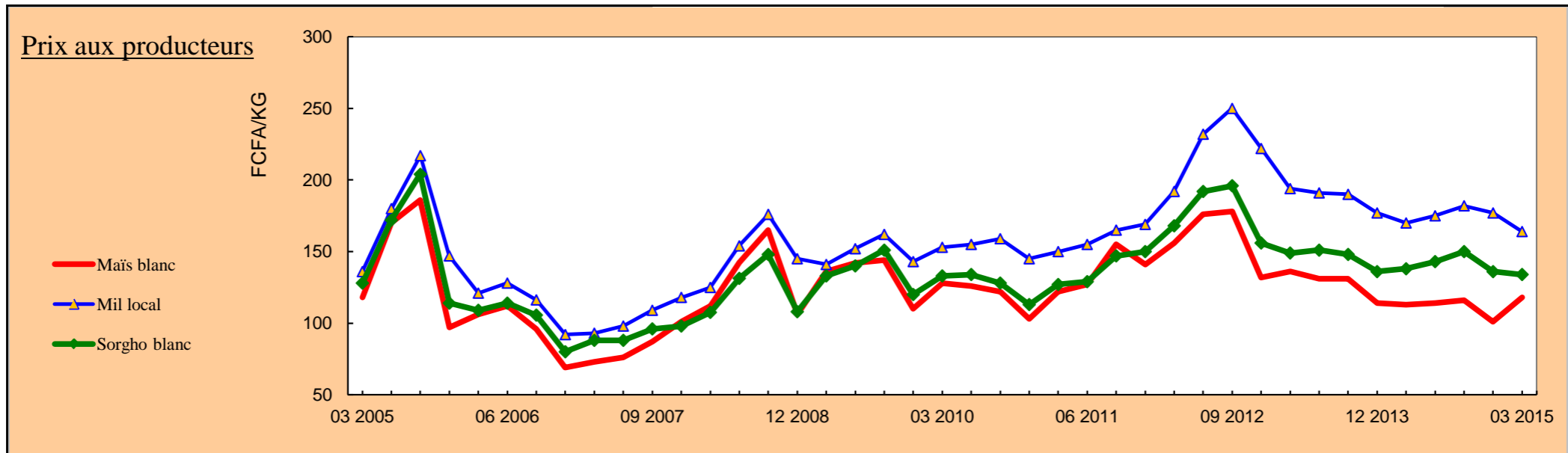
La hausse des prix des ruminants pourraient s'expliquer par une augmentation de la demande extérieure (exportation) à destination du Nigeria, du Ghana et de la Côte d'Ivoire respectivement de 14,5%; de 26,9% et de 13,1% par rapport au trimestre écoulé.

Les prix des volailles ont connu dans l'ensemble un repli par rapport à leur niveau du quatrième trimestre 2014: -3,3% et -9,3% respectivement sur les marchés de production et d'exportation pour les poulets et -5,9% et -7,5% pour la pintade sur les marchés de production et d'exportation. Dans l'ensemble, le recul des prix s'expliquerait principalement par une baisse de la demande sur les marchés extérieurs, due à l'apparition de la grippe aviaire.

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2014	2015	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	113,0	114,0	116,0	101,0	118,0	16,8%	4,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	150,0	148,0	148,0	139,0	137,0	-1,4%	-8,7%
Prix au producteur du mil local	170,0	175,0	182,0	177,0	164,0	-7,3%	-3,5%
Prix au consommateur du mil local	191,0	192,0	200,0	189,0	185,0	-2,1%	-3,1%
Prix au producteur du sorgho blanc	138,0	143,0	150,0	136,0	134,0	-1,5%	-2,9%
Prix au consommateur du sorgho blanc	160,0	164,0	168,0	160,0	155,0	-3,1%	-3,1%



L'analyse de la disponibilité au cours de ce premier trimestre 2015 présente une offre céréalière satisfaisante sur les marchés. Toutefois, cette offre est jugée faible dans son ensemble par rapport à la même période de l'année 2014. L'activité commerciale de ce premier trimestre a été surtout marquée par la collecte et la vente de sésame dont les stocks sont importants aussi bien au niveau des commerçants que des producteurs. Globalement, la demande en céréales est faible sur tous les marchés. Cette situation résulte des bonnes productions agricoles enregistrées dans l'ensemble de la sous-région et aussi du bon niveau de reconstitution des stocks institutionnels.

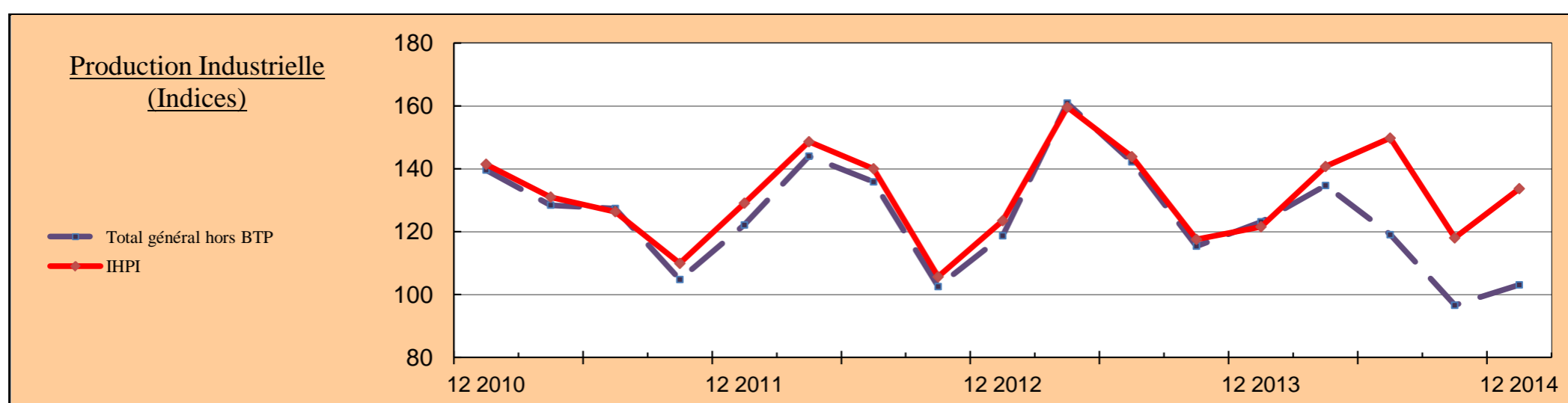
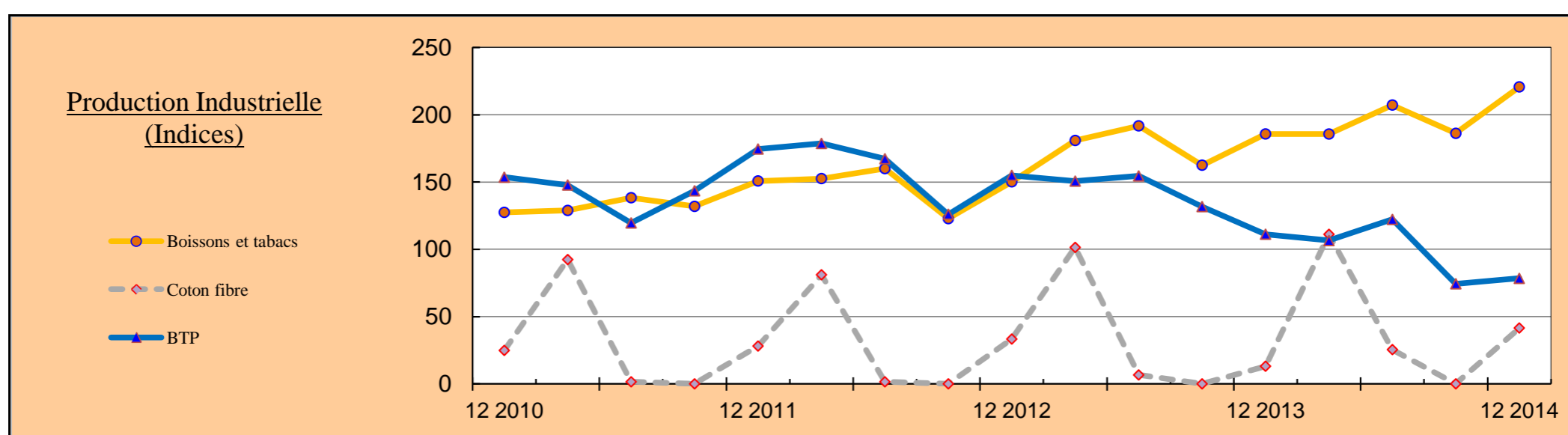
Pour ce premier trimestre, les prix moyens au consommateur sont les suivants : 137 FCFA/kg pour le maïs blanc, 185 FCFA/kg pour le mil local et 155 FCFA/Kg pour le sorgho blanc. Les prix des céréales n'ont pas enregistré de fortes variations durant ces trois derniers mois. Le prix au consommateur du maïs est demeuré stable par rapport au 4ème trimestre de 2014. Une baisse de 8,7% a été enregistrée par rapport au premier trimestre de l'année 2014. Comparativement à la moyenne quinquennale, c'est une variation de -13% qui a été enregistrée. Pour le mil, la comparaison de la moyenne trimestrielle a ressorti des variations de -2,1% par rapport au trimestre précédent, de -3,1% par rapport au même trimestre de l'année passée et de -1% par rapport à la moyenne quinquennale. Pour le sorgho, la moyenne trimestrielle est en baisse de 3,1% par rapport au trimestre précédent. Comparé au même trimestre de 2014 et à la moyenne quinquennale, il ressort des baisses respectives de 3,1% et de 3,6%. La baisse des prix des céréales traditionnelles (mil, maïs, sorgho) par rapport à l'année écoulée et par rapport à la moyenne quinquennale est principalement due à la faiblesse de la demande dans un contexte de bonne disponibilité.

Les prix des céréales les plus élevés du trimestre demeurent sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom et Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Bogandé) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 14 000 FCFA pour le maïs, 16 000 FCFA pour le sorgho et 20 000 FCFA pour le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Djibasso, Fara, Gassan), du Centre-Est (Kompienga), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et des Cascades (Douna) avec des moyennes de 12 000 FCFA le sac de maïs, 13 500 FCFA le sac de sorgho et 18 500 FCFA le sac de mil.

Sources : M.A.R.H.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.

## INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2013	2014	2014	2014	2014	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	13,1	111,2	25,5	0,0	41,5		216,6%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	158,8	165,1	168,3	154,6	192,6	24,6%	21,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	15,3	107,1	36,7	11,6	43,8	277,7%	185,8%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 119,7	1 146,3	1 019,9	897,1	985,2	9,8%	-12,0%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	126,3	143,0	152,7	121,0	140,0	15,8%	10,9%
BOISSONS ET TABAC	185,8	185,7	207,2	186,2	220,7	18,5%	18,8%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	126,3	143,0	152,7	121,0	140,0	15,8%	10,9%
BOULANGERIES, MEUNERIES	146,3	137,2	129,9	134,9	144,2	7,0%	-1,4%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	102,7	123,6	88,6	89,3	136,5	52,9%	32,9%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	37,6	65,8	150,2	128,4	66,8	-48,0%	77,8%
INDUSTRIES CHIMIQUES	58,0	76,6	77,3	73,8	63,2	-14,3%	8,9%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	12,1	4,6	9,7	23,6	6,9	-70,6%	-43,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	119,0	107,4	165,4	132,9	126,9	-4,5%	6,6%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	111,2	106,5	122,2	74,4	78,4	5,4%	-29,5%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>123,2</b>	<b>134,7</b>	<b>119,1</b>	<b>96,6</b>	<b>103,1</b>	<b>6,7%</b>	<b>-16,3%</b>
<b>IHPI</b>	<b>121,6</b>	<b>140,7</b>	<b>149,8</b>	<b>118,1</b>	<b>133,7</b>	<b>13,3%</b>	<b>10,0%</b>



Au cours du quatrième trimestre 2014, on a assisté à une relance de l'activité industrielle. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a atteint 133,7 et traduit en glissement trimestriel une hausse de 13,3% de l'activité des industries. En glissement annuel, l'indice est également en augmentation de 10,0%.

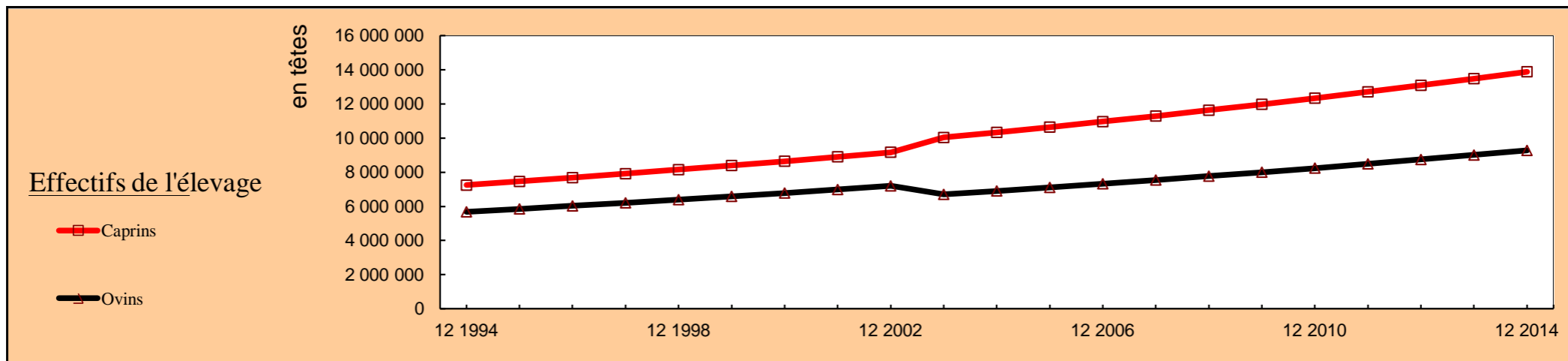
La hausse est imputable principalement aux industries de production de matériaux de construction, aux industries de production de boissons et de tabac et aux industries minières. En effet, le secteur des industries de fabrication de matériaux de construction a enregistré une hausse de sa production en glissement trimestriel (+5,4%). Mais, en glissement annuel, il est en forte baisse (-29,5%). Les industries de fabrication de boissons et de tabac ont connu également une amélioration de leurs productions, matérialisée par une augmentation de l'indice de la sous branche tant en glissement trimestriel (18,5%) qu'annuel (18,8%). Enfin, l'indice du secteur minier s'est établi à 985,2, en progression de 9,8% en glissement trimestriel. Cependant, en glissement annuel, l'indice de la branche connaît une baisse de 12,0%.

Le secteur qui a enregistré la plus importante baisse de production au cours du trimestre est celui des industries de fabrication des ouvrages en bois et en métaux. En effet, il a enregistré une baisse de 70,6% en glissement trimestriel et également une baisse de 43,0% en glissement annuel, traduisant ainsi un recul relatif de l'activité dans le secteur. Cette tendance baissière est également observée dans le secteur "électricité, gaz et eau". En effet, l'indice de ce secteur est en baisse de 4,5% par rapport au troisième trimestre de 2014. Par contre, il est en hausse de 6,6% en glissement annuel.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	déc 2014	Croissance moyenne	
						2010-2014	2013-2014
Effectif de bovins (en têtes)	8 398 499	8 566 448	8 737 757	8 912 491	9 090 718	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 243 238	8 490 513	8 745 206	9 007 538	9 277 746	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	12 342 454	12 712 705	13 094 064	13 486 864	13 891 447	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	37 512	38 638	39 797	40 991	42 220	3,0%	3,0%

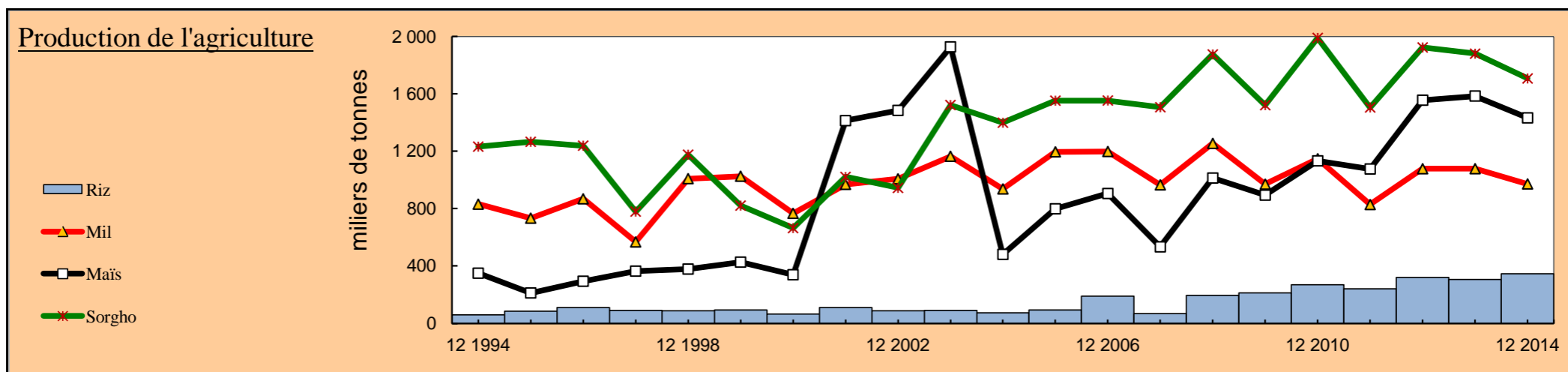


En attendant la réalisation de la première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC I) qui connaît des difficultés de financement, les résultats de la deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) constituent la base de projection et d'estimation des effectifs du cheptel. L'estimation des effectifs du cheptel en fin d'année 2014 au niveau national présenté ci-dessus donne un croit globale depuis 2003 de 24,3% pour les bovins, de 38,4% pour chacune des espèces ovine, caprine et la volaille.

Sources : M.R.A. / D.G.E.S.S.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	déc 2014	Croissance moyenne	
						2010-2014	2013-2014
Production brute totale de céréales	4 560 574	3 666 405	4 898 544	4 869 723	4 469 300	-0,5%	-8,2%
dont : Production brute de mil	1 147 894	828 741	1 078 394	1 078 570	972 539	-4,1%	-9,8%
dont : Production brute de sorgho	1 990 228	1 505 543	1 923 805	1 880 465	1 707 613	-3,8%	-9,2%
dont : Production brute de maïs	1 133 452	1 076 754	1 556 316	1 585 418	1 433 085	6,0%	-9,6%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	270 658	240 865	319 390	305 382	347 501	6,4%	13,8%



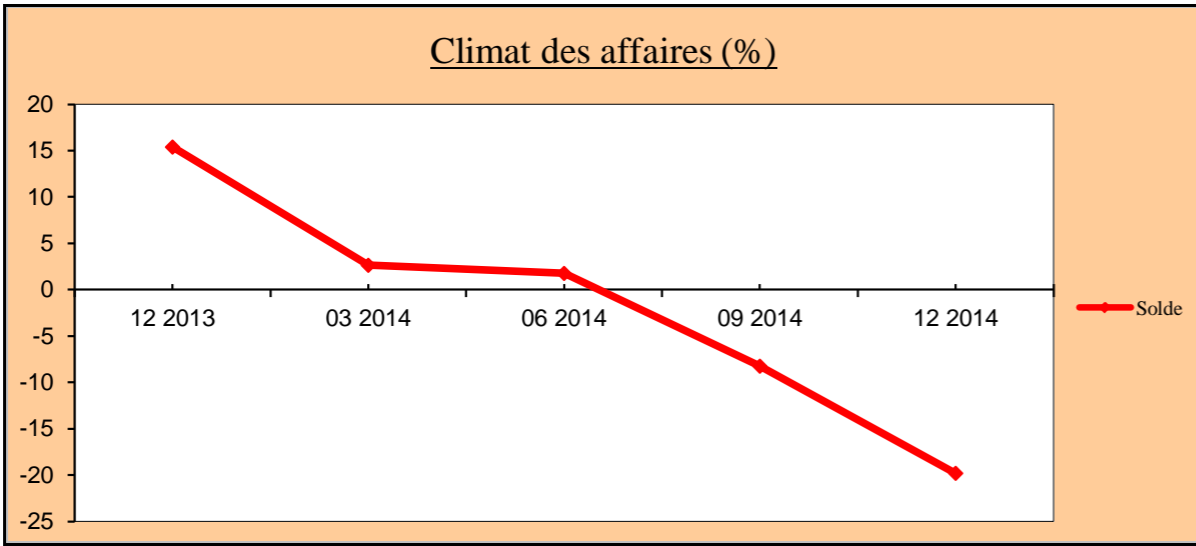
Le premier trimestre a été marqué par l'évaluation définitive de la campagne agricole 2014/2015. A ce titre, la production céréalière définitive nationale brute 2014-2015 est évaluée à 4 469 300 tonnes, dont 1 707 613 tonnes pour le sorgho, 1 433 085 tonnes pour le maïs, 972 539 tonnes pour le mil, 347 501 tonnes pour le riz et 8 562 tonnes pour le fonio. Comparée à la production totale définitive de la campagne 2013-2014, la production céréalière de la campagne agricole 2014-2015, est en baisse de 8,2%.

Une baisse de la production a été observée au niveau de toutes les céréales, en dehors du riz qui a connu une hausse de 13,8% par rapport à la campagne passée. La baisse la plus importante est enregistrée au niveau du fonio (-56,9%). Quant aux productions du mil, du maïs et du sorgho, elles sont en baisse respectivement de 9,8%, 9,6% et 9,2%. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles, la production céréalière a augmenté de 3,4%. Il ressort une hausse par rapport à la moyenne quinquennale de la production du riz et du maïs respectivement de 28,7% et de 14,7%. Par contre, une baisse est enregistrée par rapport à la moyenne quinquennale pour les autres céréales ; soit -57,0% pour le fonio, -4,7% pour le mil, et -3,2% pour le sorgho. Quant aux cultures de rente, la production globale est estimée à 1 567 097 tonnes répartie en 894 982 tonnes pour le coton, 335 223 tonnes pour l'arachide, 321 837 tonnes pour le sésame et 15 055 tonnes pour le soja. Comparée à la production de la campagne agricole précédente, la production globale a augmenté de 22,9%. Les productions du coton et du sésame ont respectivement augmenté de 16,8%, et de 134,3%. Cependant les productions de l'arachide et du soja sont en baisse respectivement de 4,1% et de 30,9%. En rapport avec la moyenne de la production des cinq dernières campagnes, la production des cultures de rente est en hausse de 56,7%, soit 242,7% pour le sésame, 58,2% pour le coton et 5% pour l'arachide. La production du soja a par contre baissé de 29,8%.

Il ressort du bilan céréalier, un excédent brut de 277 427 tonnes. L'analyse de la couverture des besoins céréaliers de la campagne agricole 2014/2015 fait ressortir 13 provinces déficitaires, 12 en situation d'équilibre et 20 provinces excédentaires.

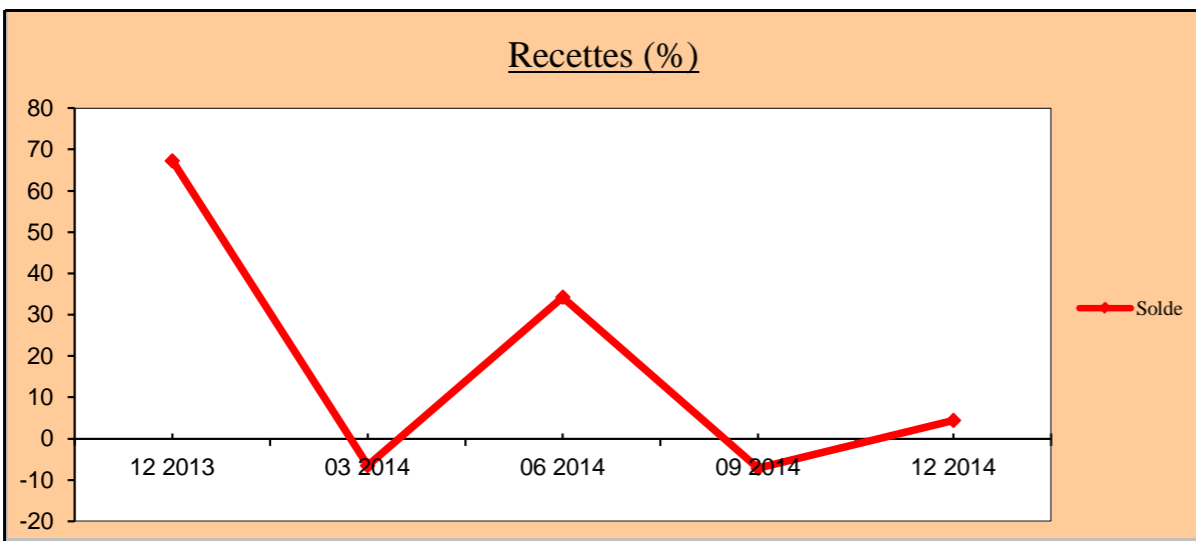
Sources : M.A.H.R.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

**SOLDES D'OPINION**



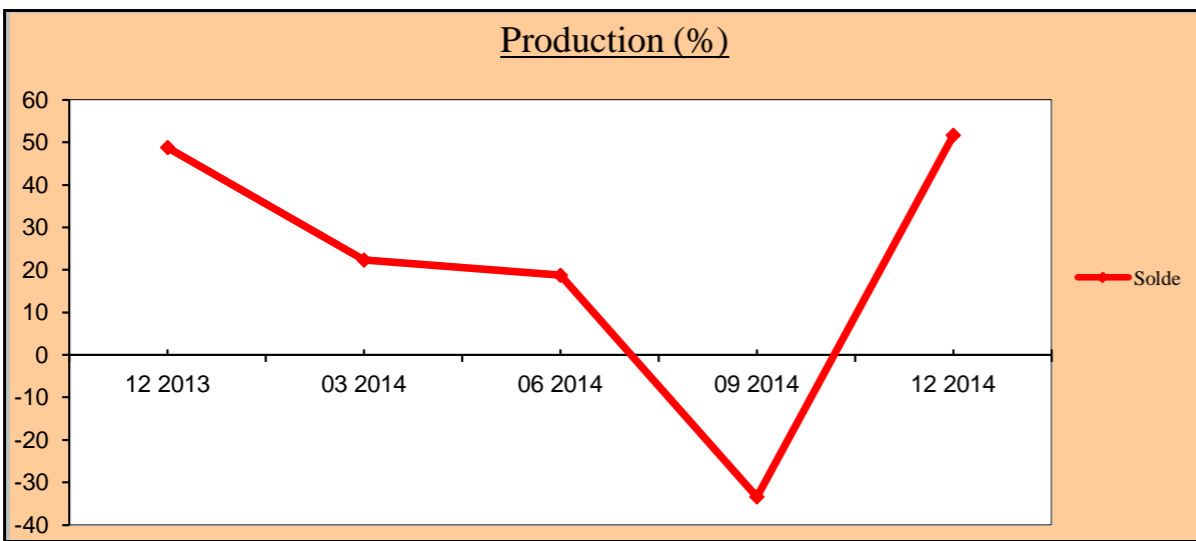
**Climat des affaires**

La détérioration du climat des affaires entamée au troisième trimestre s'est poursuivie au dernier trimestre de 2014 malgré l'optimisme affiché des chefs d'entreprises un trimestre plus tôt. Cette conjoncture peu favorable pourrait être mise en relation avec la situation nationale intervenue à la suite des événements du 30 et 31 octobre 2014.



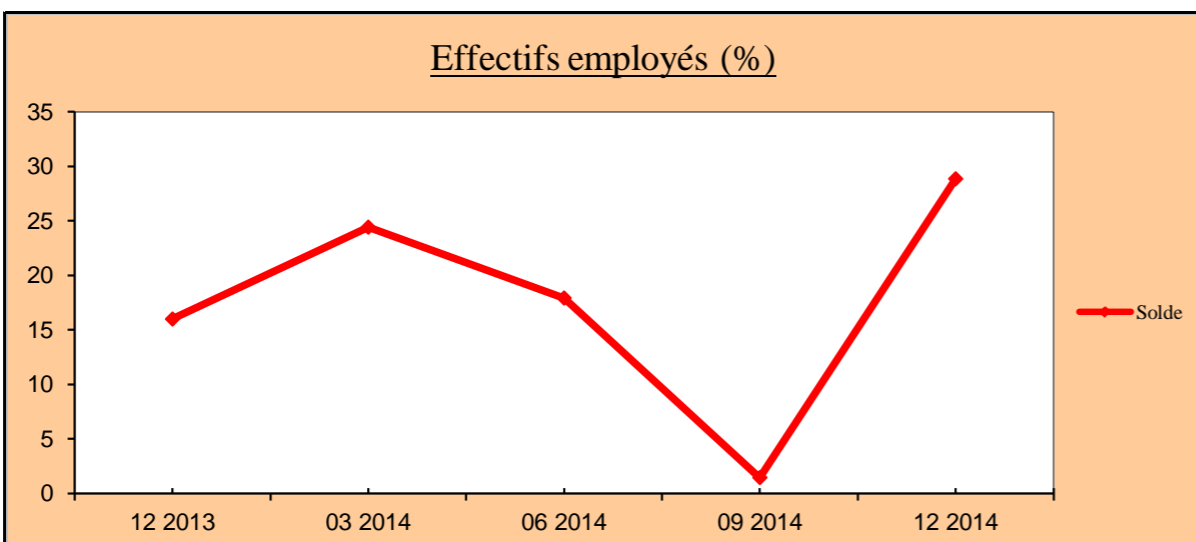
**Recettes**

Toutefois, les ventes sont ressorties en hausse comparativement à leur niveau du troisième trimestre 2014.



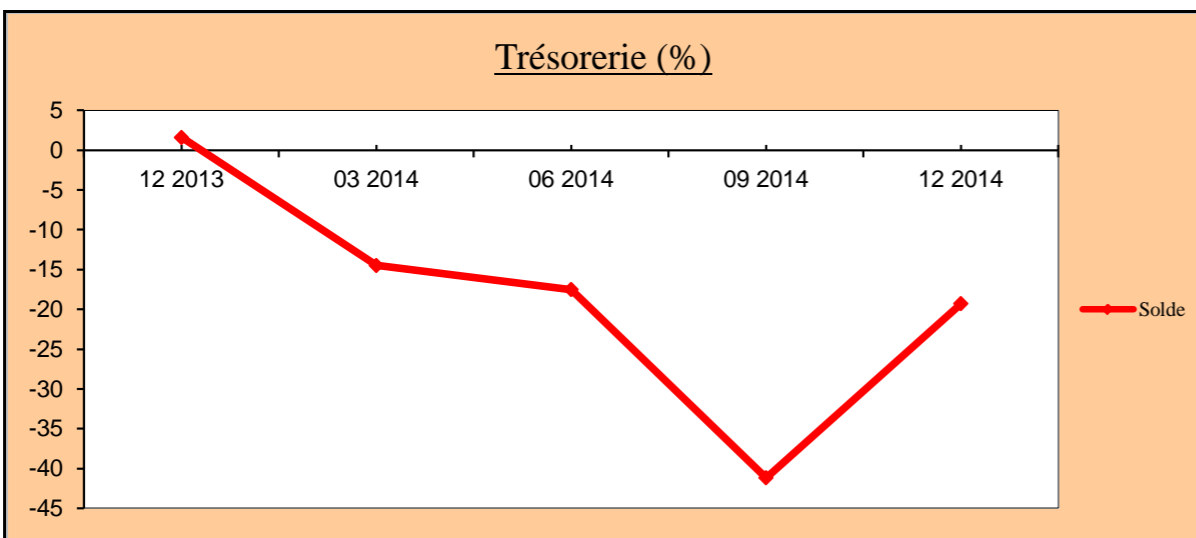
**Production**

La production s'inscrit dans cette même tendance en terminant l'année 2014 en hausse après un recul observé au trimestre précédent.



**Effectifs employés**

Les effectifs employés ont maintenu leur tendance à la hausse au cours des quatre trimestres de 2014.



**Trésorerie des entreprises**

Après trois trimestres consécutifs de tensions de trésorerie, la situation de la trésorerie des entreprises est restée difficile au quatrième trimestre 2014.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

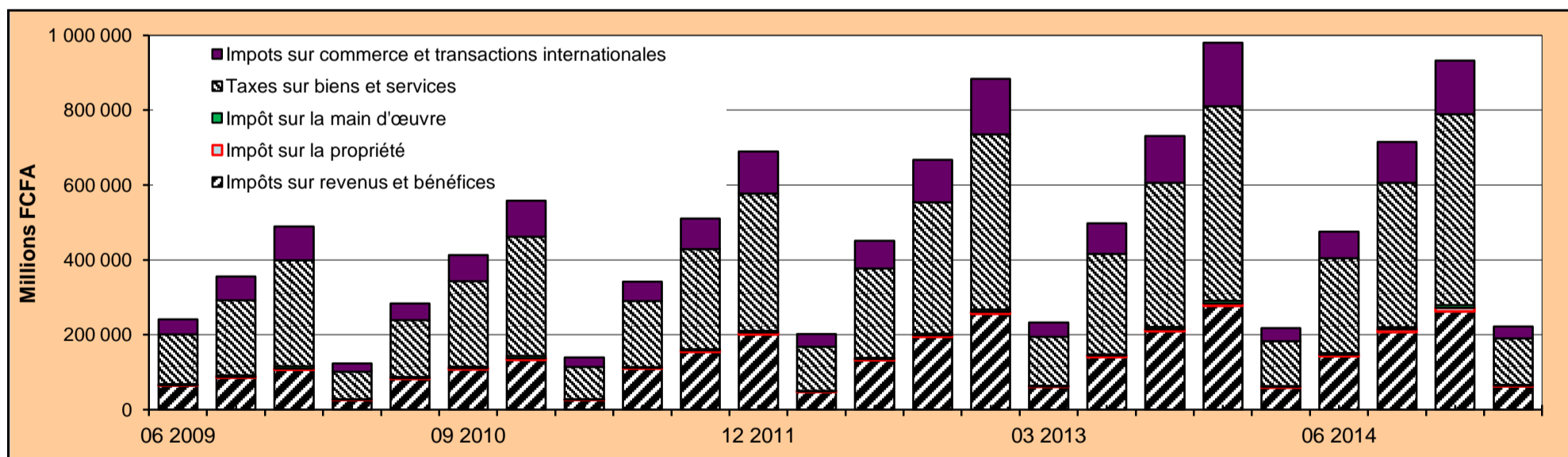
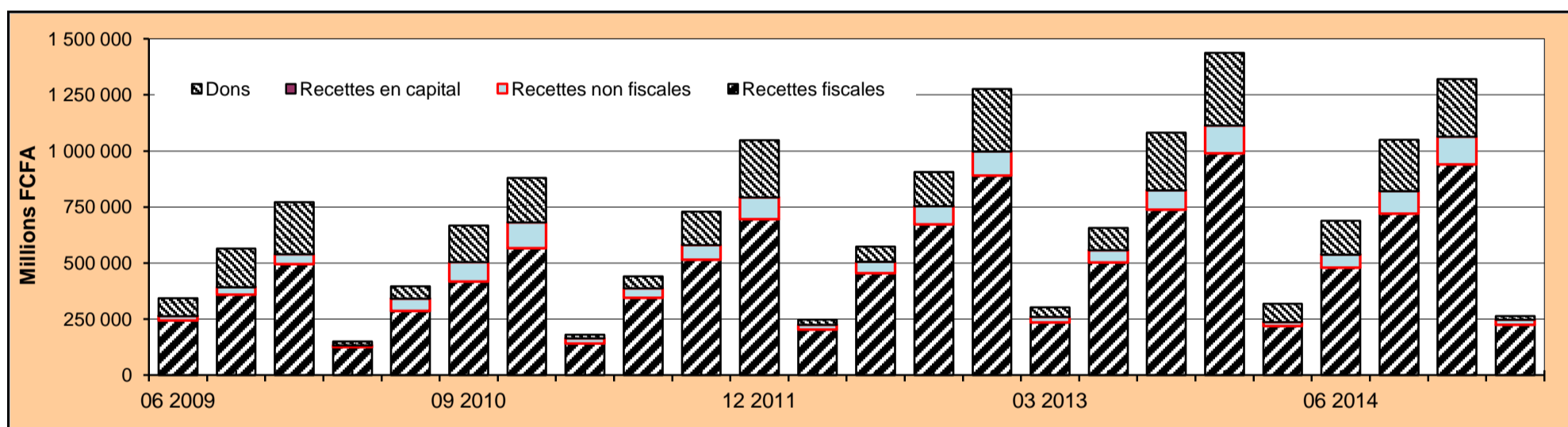


# Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2015, se serait soldée par un déficit (base engagement) de 8,9 milliards de francs CFA. En effet, les recettes totales et dons se chiffraient à 263,7 milliards de francs CFA au 31 mars 2015 et les dépenses et prêts nets à 272,5 milliards de francs CFA.

## RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 428 887,5</b>	<b>318 780,5</b>	<b>688 871,9</b>	<b>1 050 155,8</b>	<b>1 321 150,3</b>	<b>263 647,0</b>	<b>18,5%</b>	<b>-17,3%</b>
Recettes totales	1 145 111,3	237 642,2	537 859,8	820 651,1	1 064 703,5	246 876,2	21,6%	3,9%
Recettes courantes	1 145 111,3	237 642,2	537 848,3	820 639,6	1 064 691,9	246 876,2	21,6%	3,9%
Recettes fiscales	1 035 210,4	219 560,0	479 242,8	720 958,6	940 681,6	224 236,2	21,7%	2,1%
Impôts sur revenus et bénéfices	292 517,0	59 082,5	143 119,3	207 819,3	262 614,0	62 380,3	21,3%	5,6%
Impôt sur la main d'œuvre	7 768,0	1 990,5	3 897,4	5 648,4	7 407,1	2 019,1	26,0%	1,4%
Taxes sur biens et services	555 020,3	120 477,3	253 058,4	385 764,0	509 613,9	124 284,8	22,4%	3,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	170 786,0	34 516,9	71 383,0	108 799,8	143 737,9	31 945,1	18,7%	-7,5%
Autres recettes fiscales	9 119,0	1 662,0	3 623,3	6 160,8	7 884,6	1 753,1	19,2%	5,5%
Recettes non fiscales	109 900,9	18 082,2	58 605,5	99 681,0	124 010,3	22 639,9	20,6%	25,2%
Recettes en capital	0,000	0,000	11,476	11,570	11,571	0,017		169900,0%
<b>Dons</b>	<b>283 776,2</b>	<b>81 138,2</b>	<b>151 012,1</b>	<b>229 504,6</b>	<b>256 446,8</b>	<b>16 770,8</b>	<b>5,9%</b>	<b>-79,3%</b>
Projets	224 254,5	44 409,5	102 481,8	131 694,9	157 510,4	12 687,5	5,7%	-71,4%
Programmes	59 521,6	36 728,7	48 530,3	97 809,7	98 936,4	4 083,3	6,9%	-88,9%



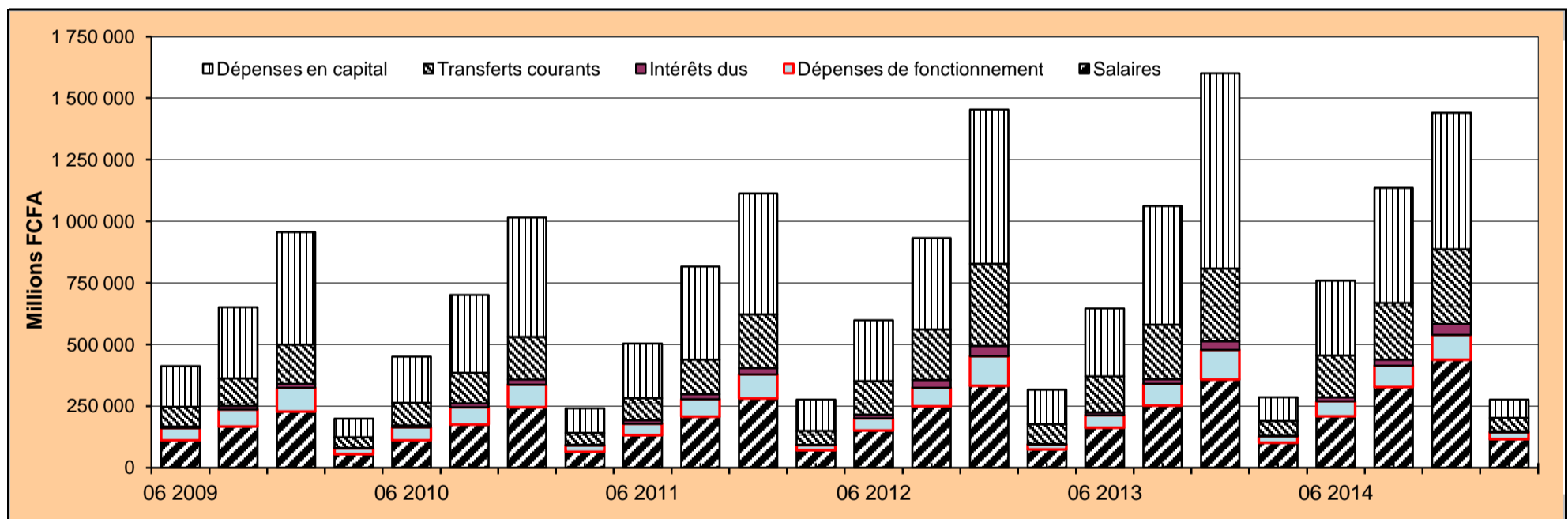
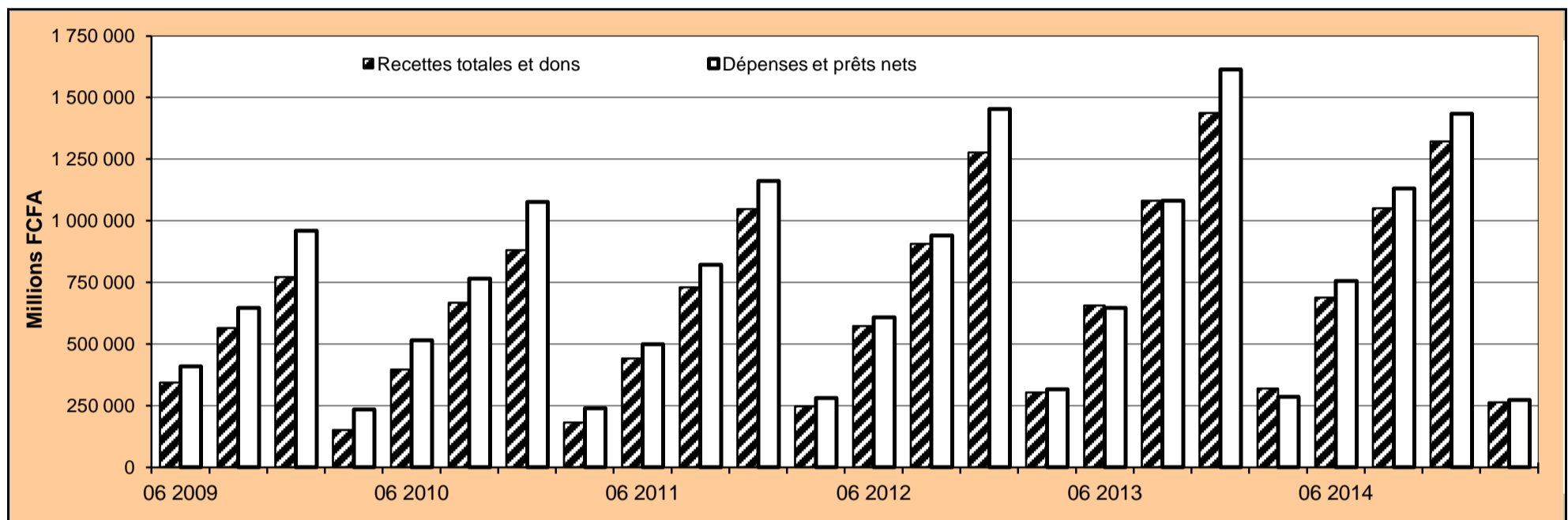
Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau cumulé de réalisation de 263,7 milliards de francs CFA contre 318,8 milliards de francs CFA à la même période en 2014, soit une contraction de 17,3 %. Cette contraction s'explique par une baisse des dons de 64,4 milliards de FCFA (-79,3%) bien que les recettes propres aient connu un accroissement de 9,2 milliards de francs CFA (+3,9%).

Les recettes propres auraient été recouvrées à hauteur de 246,9 milliards de francs CFA au premier trimestre 2014 contre 237,6 milliards de francs CFA une année auparavant, correspondant à une hausse de 3,9%. Les performances de la DGI et de la DGTCF justifient la hausse des recettes propres. En effet, les recettes de la DGI et de la DGTCF se sont accrues respectivement de 6,1 milliards de francs CFA (+5,1%) et 6,4 milliards de francs CFA (+37,8%) au cours de la période sous revue. La mobilisation des dons s'élèverait à 16,8 milliards de francs CFA au premier trimestre 2015 contre 81,1 milliards à la même période en 2014, soit une baisse de 64,4 milliards de francs CFA. La baisse du niveau de mobilisation des dons serait due à la contraction simultanée des dons programmes et des dons projets. Elle s'expliquerait principalement par un effet de base consécutif à un décaissement en début janvier 2014 de la Banque Mondiale initialement prévu pour 2013 et aux décaissements du Millenium Challenge Account arrivé à son terme.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

### DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 676 621,1</b>	<b>285 549,2</b>	<b>755 084,6</b>	<b>1 130 958,7</b>	<b>1 434 627,1</b>	<b>272 520,4</b>	<b>16,3%</b>	<b>-4,6%</b>
Dépenses	1 679 553	285 675,3	759 307,5	1 135 779,3	1 440 761,3	275 355,9	16,4%	-3,6%
Dépenses courantes	965 734	189 079,4	455 484,5	668 789,5	886 632,2	202 682,0	21,0%	7,2%
Salaires	469 215	101 446,3	209 405,9	327 537,8	437 287,4	115 319,2	24,6%	13,7%
Dépenses de fonctionnement	122 571	25 117,1	59 522,5	86 347,1	102 374,2	26 966,5	22,0%	7,4%
Intérêts dus	39 777	2 853,5	17 360,2	24 059,5	44 011,2	6 048,6	15,2%	112,0%
Transferts courants	334 172	59 662,4	169 196,0	230 845,1	302 959,4	54 347,8	16,3%	-8,9%
Dépenses en capital	713 818	96 596,0	303 823,0	466 989,9	554 129,1	72 673,8	10,2%	-24,8%
financées sur ressources propres	337 700	42 837,6	165 299,6	286 146,6	329 294,8	45 519,1	13,5%	6,3%
Prêts nets	-2 932	-126,2	-4 222,9	-4 820,6	-6 134,1	-2 835,5	96,7%	2147,4%



Les dépenses totales et prêts nets se seraient chiffrés à 272,5 milliards de francs CFA à fin mars 2015 contre 285,6 milliards de francs CFA à la même période en 2014, traduisant une baisse de 4,6% expliquée par la contraction des dépenses en capital (-24,8%), en particulier celles financées sur ressources extérieures. Les dépenses courantes auraient connu une augmentation de 7,2%.

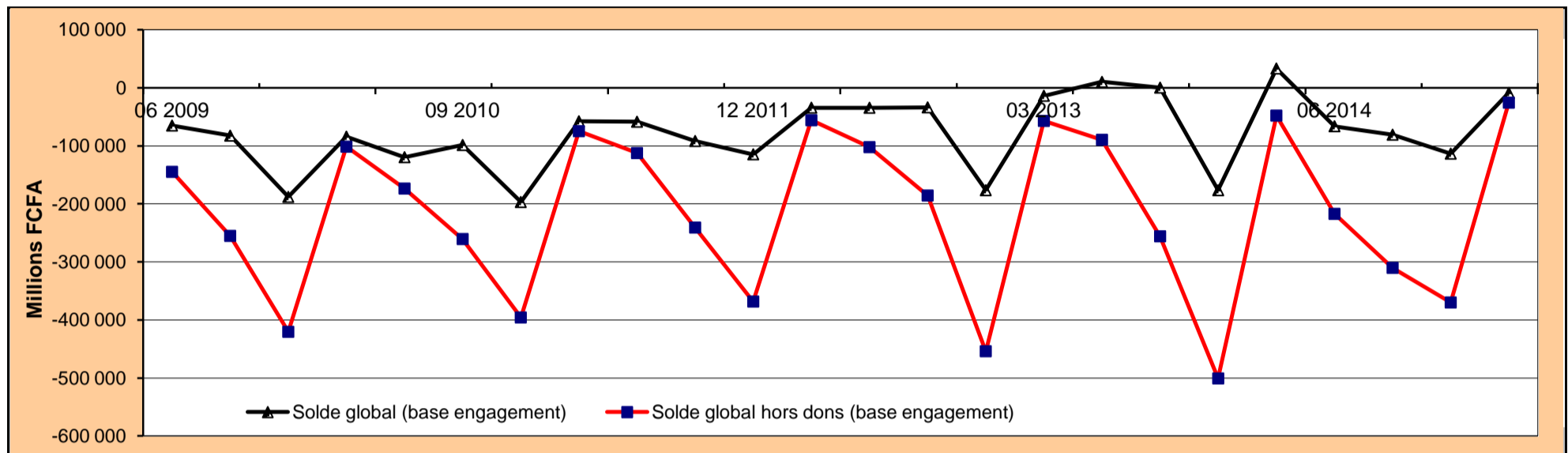
Les dépenses en capital auraient connu un repli de 23,9 milliards de francs CFA par rapport à fin mars 2014 pour se situer à 72,7 milliards de FCFA à fin mars 2015. Ce fléchissement serait dû principalement à la baisse des investissements réalisés sur ressources extérieures (-25,5 milliards de francs CFA) et dans une moindre mesure à celle des transferts en capital et restructuration (-1,1 milliards de francs CFA).

Concernant les dépenses courantes, elles auraient enregistré une hausse de 13,6 milliards de francs CFA en passant de 189,1 milliards de francs CFA à fin mars 2014 à 202,7 milliards de francs CFA à fin mars 2015. Cette hausse serait imputable aux dépenses de personnel qui se seraient accrues de 13,9 milliards de francs CFA, aux charges de la dette publique qui auraient augmenté de 3,2 milliards de francs CFA et aux dépenses de fonctionnement qui auraient connu une hausse de 1,9 milliards de francs CFA. Quant aux dépenses de transferts courants, elles auraient enregistré une réduction de 5,3 milliards de francs CFA.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

**SOLDES ET FINANCEMENT**

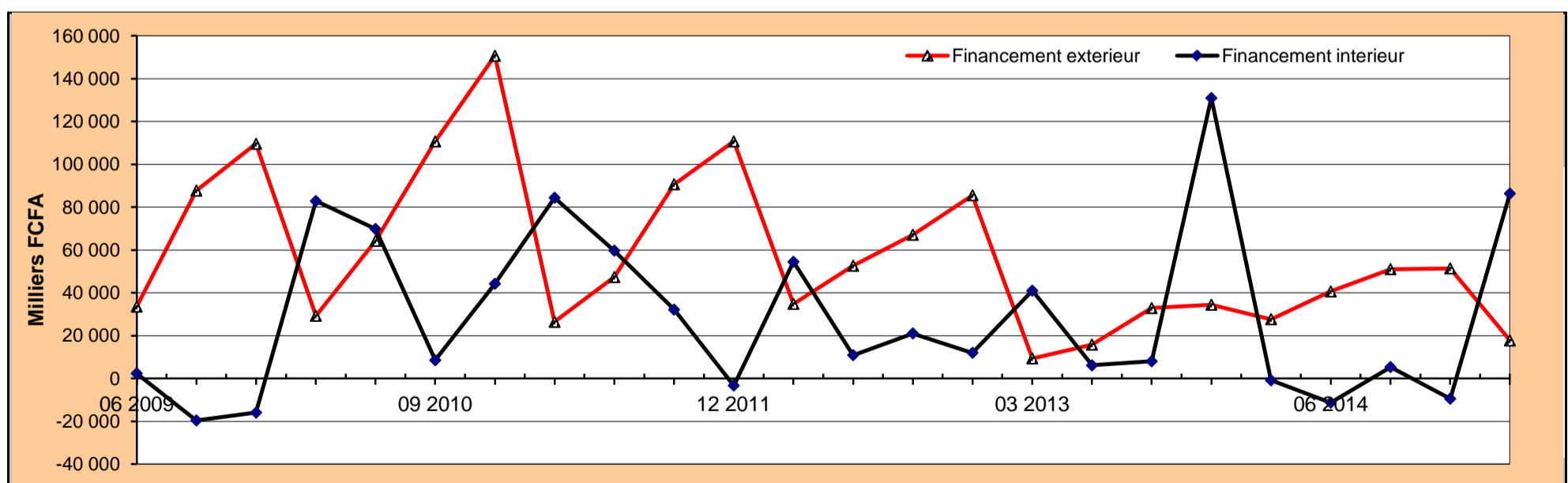
<b>SOLDE GLOBAL</b> (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-247 733,6</b>	<b>33 231,3</b>	<b>-66 212,8</b>	<b>-80 803,0</b>	<b>-113 476,9</b>	<b>-8 873,4</b>	<b>3,6%</b>	<b>-126,7%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-531 510	-47 907,0	-217 224,8	-310 307,6	-369 923,7	-25 644,2	4,8%	-46,5%
Solde primaire	-491 733	-45 053,4	-199 864,6	-286 248,1	-325 912,5	-19 595,6	4,0%	-56,5%
Solde de base	-155 391	4 315,2	-83 447,1	-135 084,2	-154 211,7	1 066,6	-0,7%	-75,3%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-247 733,6</b>	<b>-16 871,8</b>	<b>-23 584,5</b>	<b>-51 038,8</b>	<b>-37 485,9</b>	<b>-98 657,7</b>	<b>39,8%</b>	<b>484,7%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-531 509,8	-98 010,0	-174 596,6	-280 543,4	-293 932,7	-115 428,5	21,7%	17,8%



Au premier trimestre 2015, le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat serait ressorti déficitaire à 8,9 milliards de francs CFA contre un excédent de 33,2 milliards de francs CFA à la même période en 2014, soit une détérioration de 42,1 milliards de francs CFA.

Quant au solde global "base caisse", il se serait établi à -98,7 milliards de francs CFA à fin mars 2015 contre un déficit de 16,9 milliards de francs CFA une année auparavant, soit une aggravation de 81,8 milliards de FCFA. Ce déficit aurait été couvert par un financement extérieur net de 17,7 milliards de francs CFA et un financement intérieur net de 86,3 milliards de francs CFA. Ce niveau de financement intérieur s'expliquerait en partie par la baisse des dépôts du Trésor en Compte courant postal.

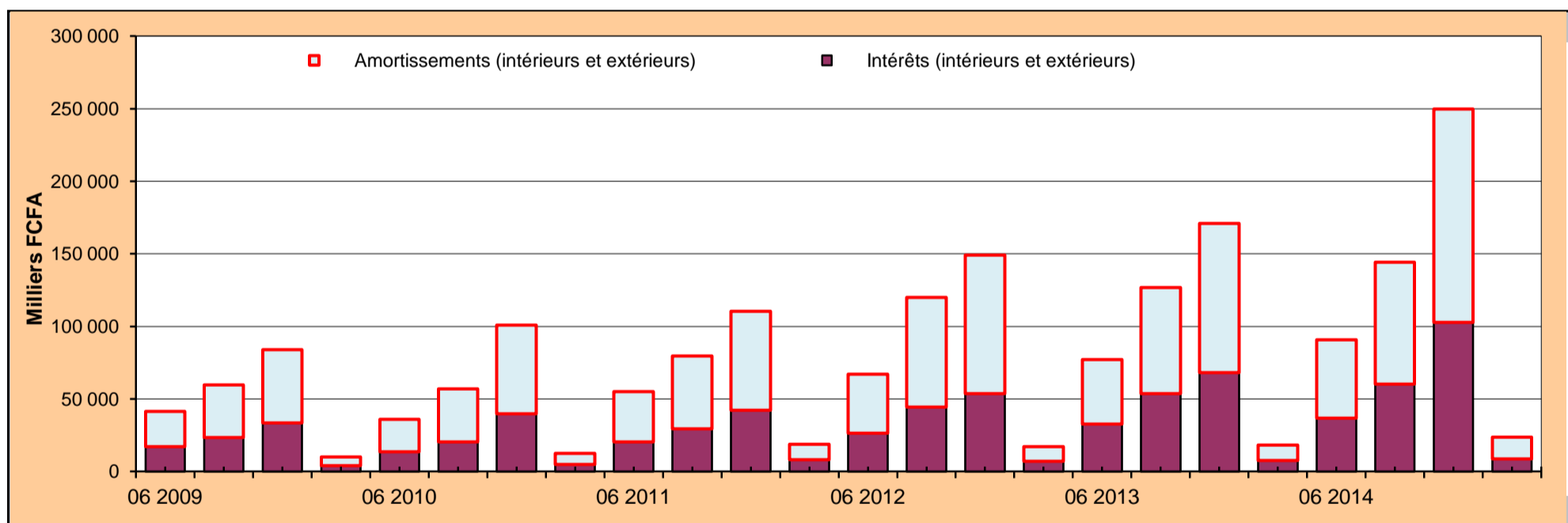
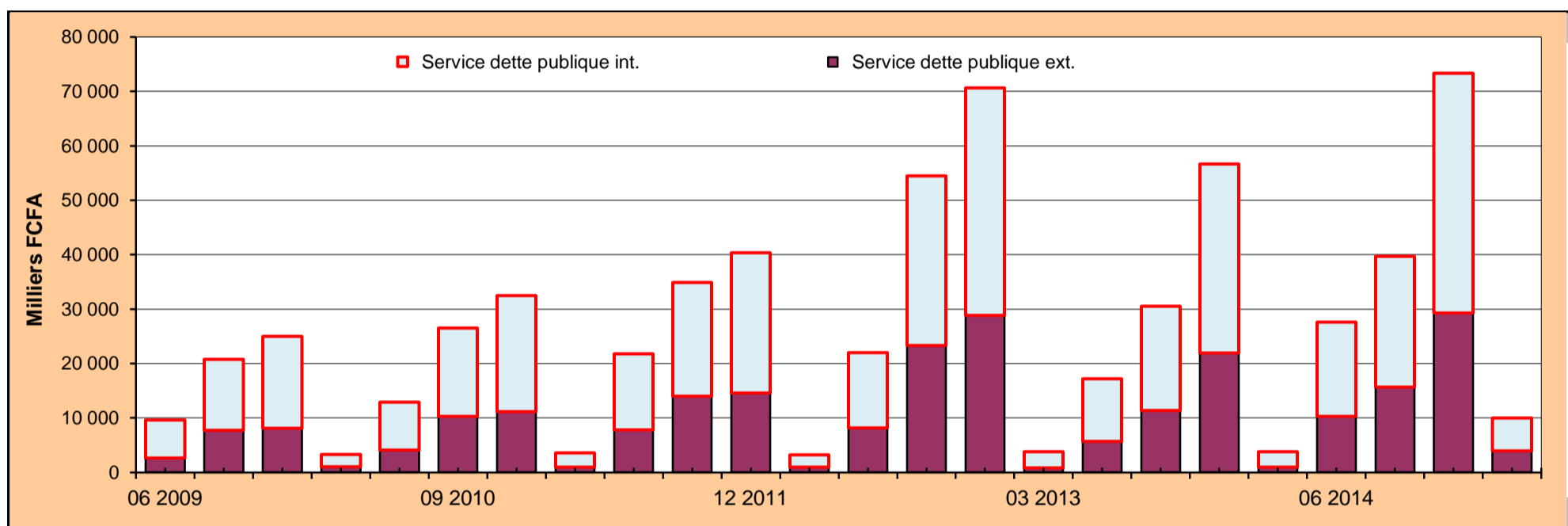
<b>FINANCEMENT</b> (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>119 989,6</b>	<b>26 843,9</b>	<b>29 417,7</b>	<b>56 416,6</b>	<b>41 975,9</b>	<b>104 077,2</b>	<b>86,7%</b>	<b>287,7%</b>
Financement extérieur	148 307,3	27 681,1	40 647,6	51 061,6	51 414,5	17 743,5	12,0%	-35,9%
Décassements extérieurs	184 551,4	31 832,3	55 315,5	67 548,1	82 221,1	22 529,4	12,2%	-29,2%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-36 244,1	-4 151,2	-14 667,9	-16 486,4	-30 806,6	-4 785,9	13,2%	15,3%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-28 317,6	-837,2	-11 229,9	5 355,0	-9 438,6	86 333,7	-304,9%	-10412,3%
Financement bancaire	-3 077,1	-35 123,1	-21 177,5	-4 528,3	-21 250,9	67 030,2	-2178,4%	-290,8%
Secteur non bancaire	-25 240,5	34 285,9	9 947,6	9 883,3	11 812,3	19 303,4	-76,5%	-43,7%
Gap de financement	-127 744,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

**SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE**

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2014)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2014	2014	2014	2014	2015		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>70 130,0</b>	<b>10 585,8</b>	<b>54 094,0</b>	<b>84 199,7</b>	<b>146 872,0</b>	<b>14 865,7</b>	<b>21,2%</b>	<b>40,4%</b>
Amortissements (int. et ext.)	50 100	7 732,3	36 733,8	60 140,2	102 860,8	8 817,1	17,6%	14,0%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	2 853,5	17 360,2	24 059,5	44 011,2	6 048,6	30,2%	112,0%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>40 525,4</b>	<b>4 530,2</b>	<b>32 342,0</b>	<b>59 321,9</b>	<b>101 366,2</b>	<b>7 941,3</b>	<b>19,6%</b>	<b>75,3%</b>
Amortissements	28 868	3 581,1	22 065,8	43 653,8	72 054,2	4 031,3	14,0%	12,6%
Intérêts	11 657	949,2	10 276,2	15 668,1	29 312,0	3 910,0	33,5%	312,0%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>29 604,6</b>	<b>6 055,6</b>	<b>21 751,9</b>	<b>24 877,8</b>	<b>45 505,8</b>	<b>6 924,4</b>	<b>23,4%</b>	<b>14,3%</b>
Amortissements	21 232	4 151,2	14 667,9	16 486,4	30 806,6	4 785,9	22,5%	15,3%
Intérêts	8 373	1 904,4	7 084,0	8 391,4	14 699,2	2 138,6	25,5%	12,3%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>108,5%</b>	<b>10,1%</b>

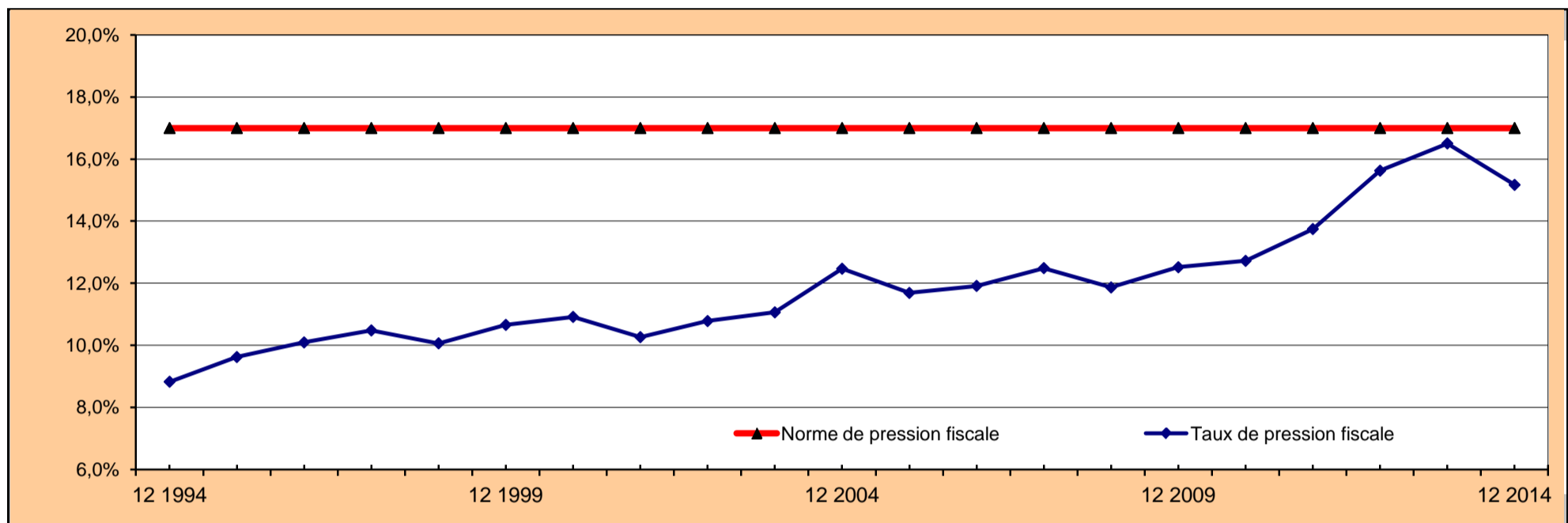


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales" serait estimé à 2,8% au 31 mars 2015 contre 2,5 % au 31 mars de l'année dernière.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P

## CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-2,9%	-2,3%	-4,2%	-3,7%	-2,6%
Taux d'inflation	≤ 3%	-0,6%	2,8%	3,8%	0,5%	-0,3%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	29,8%	28,8%	28,9%	28,2%	27,4%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	49,0%	40,7%	45,2%	47,3%	35,0%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	43,5%	40,5%	37,3%	36,2%	46,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-6,1%	-5,3%	-5,3%	-10,3%	-6,7%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	12,7%	13,7%	15,6%	16,5%	15,2%



Sources : M.E.F.

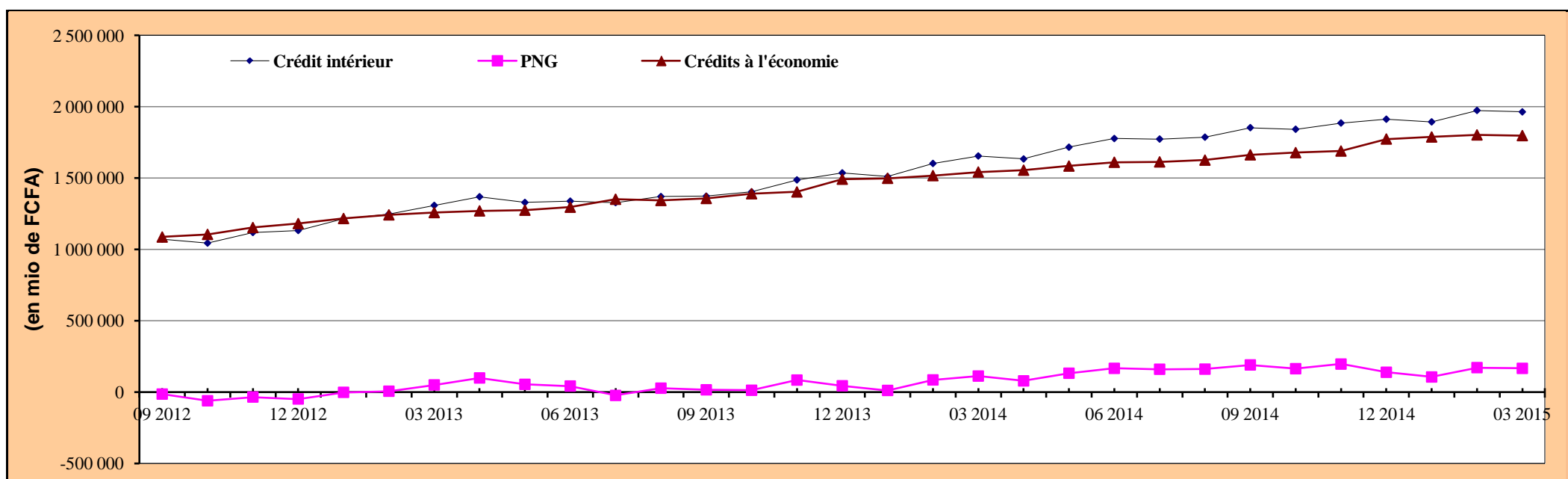
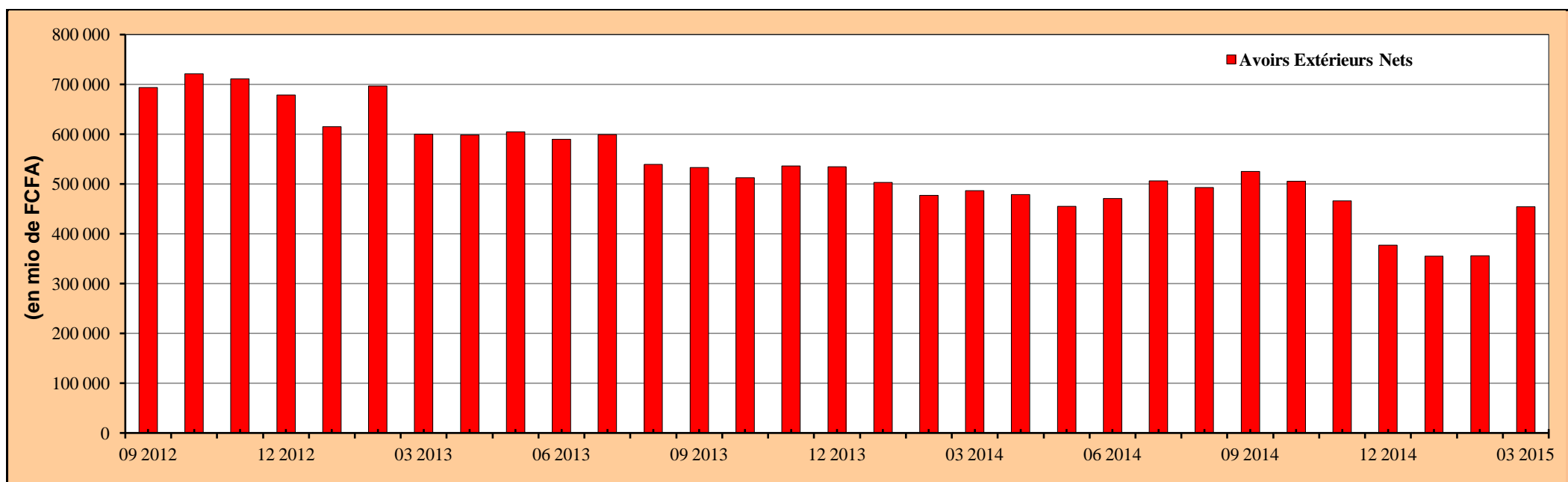
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

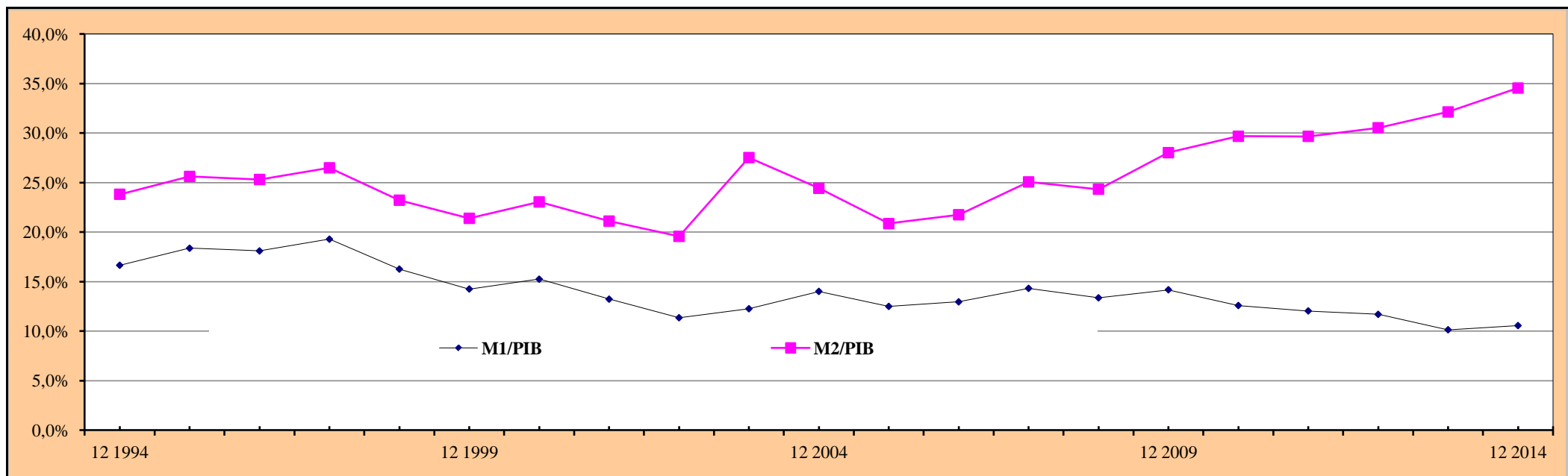
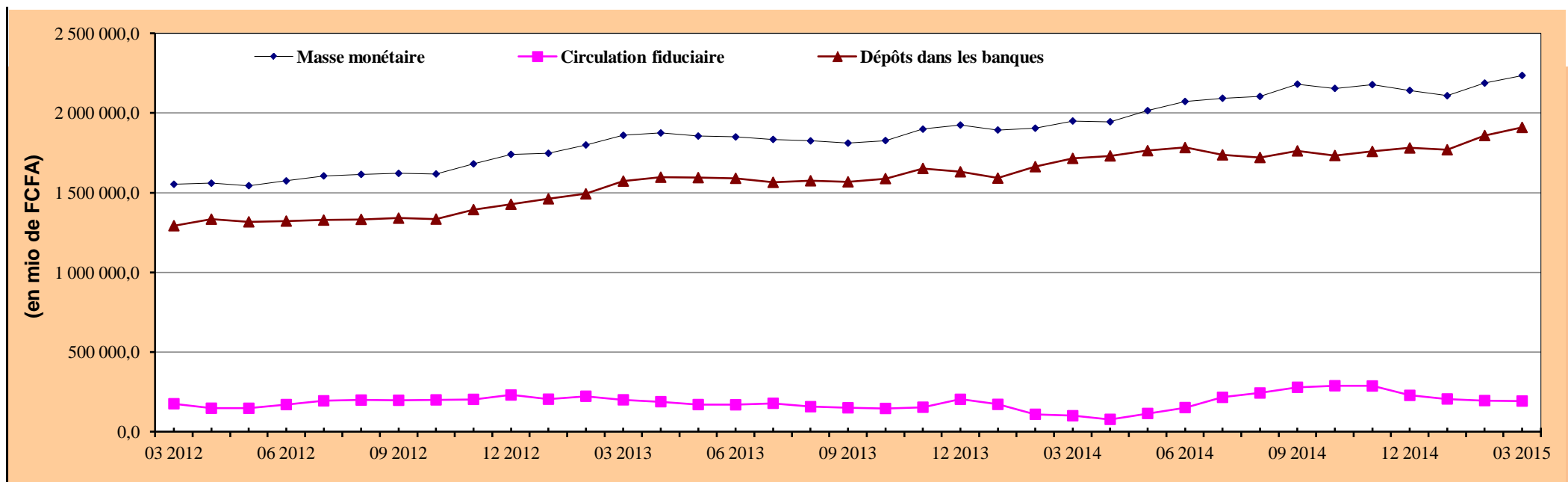
L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2014 et fin mars 2015 a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs nets (+20,5%), une hausse du crédit intérieur (+2,7%) et de la masse monétaire (+4,4%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>486 472,7</b>	<b>471 133,4</b>	<b>525 109,3</b>	<b>377 133,4</b>	<b>454 437,8</b>	<b>77 304,4</b>	<b>20,5%</b>	<b>-32 034,9</b>	<b>-6,6%</b>	
BCEAO	-58 522,3	-62 325,6	-15 212,7	-127 794,6	-129 317,2	-1 522,6	1,2%	-70 794,9	121,0%	
Banques	544 995,0	533 459,0	540 322,0	504 928,0	583 755,0	78 827,0	15,6%	38 760,0	7,1%	
<b>Crédit intérieur</b>	<b>1 655 028,6</b>	<b>1 777 507,3</b>	<b>1 853 597,9</b>	<b>1 912 825,6</b>	<b>1 964 214,1</b>	<b>51 388,5</b>	<b>2,7%</b>	<b>309 185,5</b>	<b>18,7%</b>	
PNG	112 423,7	166 501,2	190 489,7	138 981,2	166 340,9	27 359,8	19,7%	53 917,2	48,0%	
Crédits à l'économie	1 542 604,9	1 611 006,1	1 663 108,2	1 773 844,5	1 797 873,2	24 028,7	1,4%	255 268,3	16,5%	
dont crédits à court terme	881 603,9	907 749,1	932 427,2	969 775,5	1 013 424,2	43 648,7	4,5%	131 820,3	15,0%	
dont crédits de campagne	56 590,0	62 799,0	57 715,0	54 242,0	50 692,0	-3 550,0	-6,5%	-5 898,0	-10,4%	
dont crédits à moyen et long terme	604 411,0	640 458,0	672 966,0	749 827,0	733 757,0	-16 070,0	-2,1%	129 346,0	21,4%	
<b>Masse monétaire</b>	<b>1 949 846,3</b>	<b>2 072 465,3</b>	<b>2 181 099,1</b>	<b>2 141 764,1</b>	<b>2 235 702,4</b>	<b>93 938,3</b>	<b>4,4%</b>	<b>285 856,1</b>	<b>14,7%</b>	
Circulation fiduciaire	100 072,5	151 268,7	278 665,9	227 927,2	192 326,8	-35 600,4	-15,6%	92 254,3	92,2%	
Dépôts dans les banques	1 715 237,6	1 783 058,5	1 762 199,4	1 780 616,3	1 909 513,3	128 897,0	7,2%	194 275,7	11,3%	
dont dépôts à vue	814 687,6	853 116,5	801 186,4	809 236,3	883 730,3	74 494,0	9,2%	69 042,7	8,5%	
dont dépôts à terme	584 498,0	594 150,0	619 201,0	620 042,0	653 335,0	33 293,0	5,4%	68 837,0	11,8%	
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>191 655,0</b>	<b>176 175,4</b>	<b>197 608,1</b>	<b>148 194,9</b>	<b>182 949,5</b>	<b>34 754,6</b>	<b>23,5%</b>	<b>-8 705,5</b>	<b>-4,5%</b>	

AGREGATS MONETAIRES	déc.10	déc.11	déc.12	déc.13	déc.14
				Est.	Est.
M1/PIB	12,6%	12,0%	11,7%	10,1%	10,6%
M2/PIB	29,7%	29,7%	30,5%	32,1%	34,5%



Les avoirs extérieurs nets (AEN) sont passés de 377,1 milliards à fin décembre 2014 à 454,4 milliards à fin mars 2015, soit un afflux de 77,3 milliards (+20,5%). Cette hausse est imputable à celle des banques de dépôts (+78,8 milliards) tandis que les AEN de la Banque Centrale ont régressé (-1,5 milliard).



La contraction des AEN de la Banque Centrale malgré l'amélioration continue du taux de rapatriement du produit des recettes d'exportation est liée à la baisse des disponibilités extérieures sur les autres Etats de l'Union. Quant aux AEN des banques commerciales, ils se sont accrus de 15,6%, en relation notamment avec leur participation au marché des titres publics des autres Etats de l'Union.

Le crédit intérieur est ressorti à 1.964,2 milliards à fin mars 2015, en hausse de 2,7% (+51,4 milliards) par rapport à fin décembre 2014.

A fin mars 2015, la PNG s'est située à 166,3 milliards contre 139,0 milliards à fin décembre 2014. La dégradation de la PNG en glissement trimestriel s'expliquerait par une baisse des créances de l'Etat (-78,0 milliards, soit -22,5%) plus importante que celle de ses engagements (-50,6 milliards de FCFA, soit -10,4%).

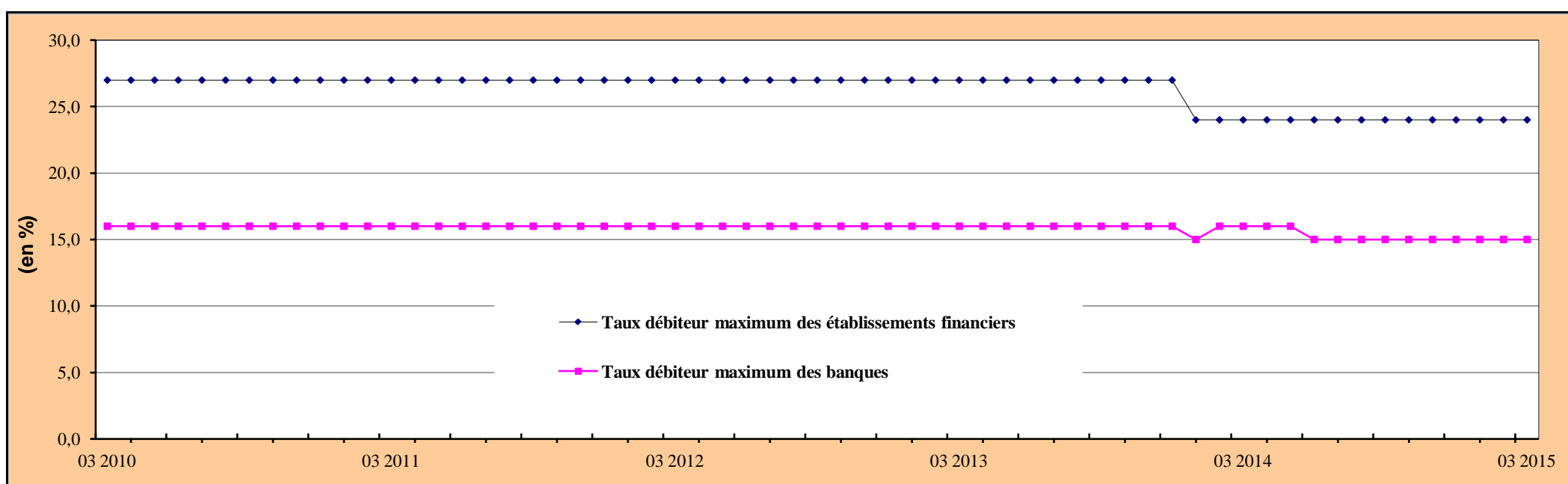
Les crédits à l'économie, en s'établissant à 1.797,9 milliards à fin mars 2015, ont enregistré une augmentation de 24,0 milliards (+1,4%) en variation trimestrielle. Cette évolution est imputable aux crédits ordinaires, les crédits de campagne s'étant inscrits en baisse.

La masse monétaire, en s'établissant à 2.235,7 milliards à fin mars 2015, s'est accrue de 93,9 milliards par rapport à son niveau à fin décembre 2014. En variation trimestrielle, l'augmentation est en ligne principalement avec celle des dépôts en banques (+128,9 milliards, soit +7,2%), la circulation fiduciaire ayant connu une baisse de 35,6 milliards (-15,6%). Les effets induits par les actions en faveur de la bancarisation expliquent le renforcement des dépôts en banques.

Sources : B.C.E.A.O.

## TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2014	2. Trim. 2014	3. Trim. 2014	4. Trim. 2014	1. Trim. 2015	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	-16,6%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	11,0	11,0	11,0	11,0	0,0%	633,3%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	-6,3%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	10,0	10,0	10,0	10,0	0,0%	-13,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	17,5	17,5	17,5	17,5	0,0%	16,7%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	50,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75% auparavant.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au premier semestre de 2014.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 17,50% au cours du premier semestre 2014.

Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé, au titre de l'année 2014, à 15,0% l'an pour les Banques et 24,0% l'an pour les Etablissements Financiers à caractère bancaire, les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

Sources : B.C.E.A.O.

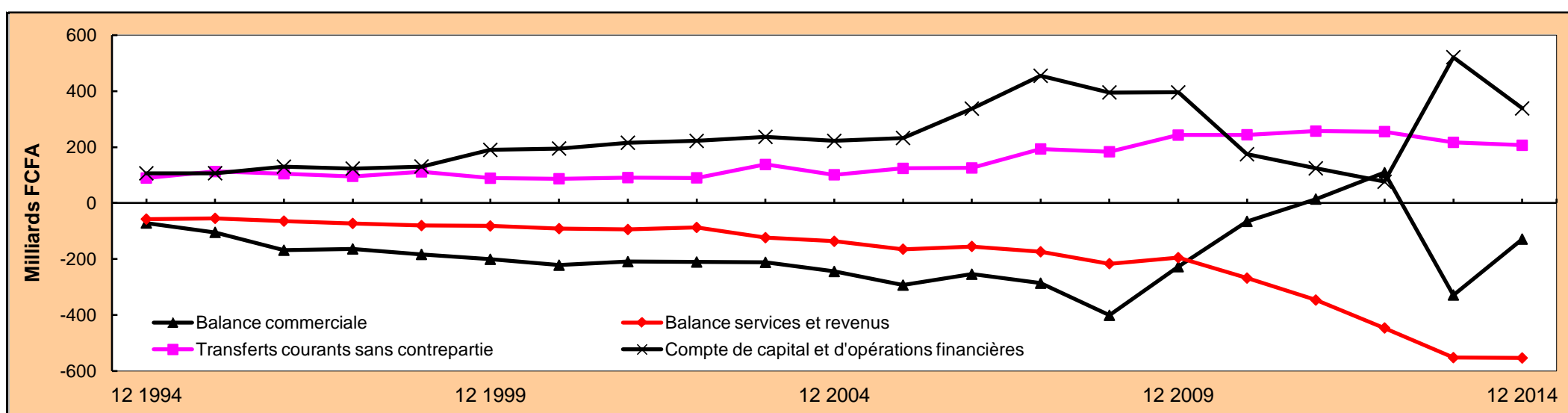


## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs du Burkina Faso en 2014 refléteraient le repli des cours mondiaux de l'or, dont les effets négatifs seraient toutefois atténués par la hausse des quantités exportées d'or ainsi que la progression des prix et des quantités de coton. Le repli de la valeur des importations traduirait, d'une part, l'atténuation des factures pétrolières et alimentaires et, d'autre part, le recul des investissements, notamment dans le secteur minier et les BTP.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2010	déc 2011	déc 2012	déc 2013	déc 2014	Var. 2014	
						Var./2013	Var./2012
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Exportations de biens FOB	788,0	1 132,0	1 464,3	1 315,3	1 365,8	3,8%	-6,7%
Importations de biens FOB	853,6	1 117,8	1 355,8	1 644,2	1 494,8	-9,1%	10,2%
Balance commerciale	-65,6	14,2	108,5	-328,8	-129,0	-60,8%	-218,9%
Services	-265,1	-343,1	-407,6	-459,4	-483,2	5,2%	18,6%
Revenus	-3,2	-3,7	-39,1	-93,3	-70,7	-24,2%	81,1%
Balance des services et revenus	-268,3	-346,8	-446,6	-552,7	-553,9	0,2%	24,0%
Transferts courants sans contrepartie	244,0	257,0	255,3	216,9	206,5	-4,8%	-19,1%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-89,9	-75,6	-82,9	-664,6	-476,4	-28,3%	474,9%
Transferts en capital	98,9	91,1	137,8	238,4	200,3	-16,0%	45,4%
Opérations financières	75,5	32,9	-61,7	282,9	137,9	-51,3%	-323,5%
Comptes de capital et d'opérations financières	174,3	124,0	76,1	521,3	338,2	-35,1%	344,5%
Erreurs et omissions	1,5	-4,3	3,4	-3,8	2,7	-172,3%	-19,4%
Solde global	86,0	44,1	-3,4	-147,0	-135,5	-7,9%	3918,4%



A fin décembre 2014, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 135,5 milliards, contre un déficit de 147,0 milliards enregistré en 2013, soit une atténuation de 11,5 milliards.

Au niveau des opérations courantes, le déficit de la balance des transactions courantes au titre de l'année 2014 se réduirait de 188,2 milliards entre 2013 et 2014. Rapporté au PIB, la balance des transactions courantes passerait de -10,7% du PIB en 2013 à -7,4% en 2014. En effet, la balance commerciale ressortirait déficitaire de 129,0 milliards en 2014, après un déficit de 328,8 milliards en 2013, soit une amélioration de 199,8 milliards, provenant des effets combinés du repli de la valeur des importations et du léger accroissement des exportations. Les exportations devraient s'établir à 1.365,8 milliards en 2014, soit une hausse de 3,8% par rapport à 2013. Cette évolution est imputable à la hausse des recettes d'exportation de coton de 10,1%. Quant aux exportations d'or, elles s'établiraient à 36.499 Kg, soit un accroissement de 10,7% par rapport à 2013. Toutefois, avec l'évolution à la baisse des cours mondiaux de l'or (-9,2%) en moyenne annuelle entre 2013 et 2014, les recettes d'exportation seront en baisse de 1,1% comparativement à 2013. Les importations ressortiraient à 1.494,8 milliards, contre 1.644,2 milliards une année plus tôt, soit un repli de 9,1%. Cette baisse est imputable principalement au recul des importations des biens d'équipement (-16,1%) et intermédiaires (-9,3%). Les importations de produits pétroliers devraient s'établir à 459,3 milliards en 2014 contre 468,0 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 1,9%, en relation avec la baisse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

S'agissant des échanges de services, le solde de ce poste se dégraderait de 483,2 milliards en 2014 après un déficit de 459,4 milliards en 2013, soit une détérioration de 5,2%, imputable pour l'essentiel aux services financiers et d'information, la valeur du fret reculant de 22,9% en liaison avec la diminution des importations.

Le solde déficitaire du compte du revenu primaire ressortirait à -70,7 milliards contre -93,3 milliards en 2013, soit une amélioration de 24,2% imputable à la baisse de 30,3% des paiements nets aux non-résidents au titre de la rémunération des investissements opérés notamment par les sociétés minières et de télécommunication. Quant au solde du revenu secondaire, il s'établirait à 206,5 milliards contre 216,9 milliards en 2013, soit une baisse de 4,8%, imputable à un repli des transferts de l'Administration publique (-12,7%), ceux du secteur privé étant prévus en augmentation.

Au titre du compte de capital, le solde excédentaire se contracterait à 200,3 milliards contre 238,4 milliards en 2013, soit une baisse de 16,0%, en liaison avec le repli de 23,2% des transferts en capital au profit de l'Administration publique. Quant au compte financier, il enregistrerait des entrées nettes de 137,9 milliards après des entrées nettes de 282,9 milliards un an auparavant, soit une détérioration de 51,3%. Cette situation est due essentiellement à celle du solde des investissements directs qui s'établirait à -139,9 milliards contre -213,4 milliards en 2013, soit une détérioration de 34,5 milliards.

Sources : B.C.E.A.O.

## COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2014	2015	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>397 334,9</b>	<b>436 347,0</b>	<b>410 611,0</b>	<b>414 551,8</b>	<b>380 788,5</b>	<b>-8,1%</b>	<b>-4,2%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 758,9	4 924,4	4 437,9	5 239,5	4 726,8	-9,8%	-0,7%
Produits du règne végétal	20 572,6	19 643,0	26 127,4	24 540,5	21 095,1	-14,0%	2,5%
Graisses et huiles animales ou végétales	3 496,5	4 347,2	3 799,7	4 498,3	4 426,7	-1,6%	26,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	21 245,7	24 640,1	25 148,7	26 656,3	23 586,9	-11,5%	11,0%
Produits minéraux	126 733,7	153 063,3	132 606,9	129 591,3	116 208,6	-10,3%	-8,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	65 530,7	70 463,8	48 513,7	42 448,0	63 551,3	49,7%	-3,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	13 880,3	13 076,7	15 172,3	18 968,5	10 819,6	-43,0%	-22,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	379,7	168,3	439,5	155,9	110,9	-28,9%	-70,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 134,3	1 527,7	1 172,9	905,6	1 200,3	32,5%	5,8%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	4 665,2	4 550,3	7 317,7	7 112,2	5 060,8	-28,8%	8,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	8 770,0	6 780,2	6 104,8	8 606,5	6 292,9	-26,9%	-28,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	2 261,0	1 610,0	1 977,9	1 611,9	780,5	-51,6%	-65,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 971,9	3 096,4	4 833,6	3 788,1	4 050,2	6,9%	2,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	160,7	80,6	122,2	72,8	94,4	29,8%	-41,2%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	34 346,4	33 097,5	30 686,9	30 589,7	24 190,2	-20,9%	-29,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	48 321,3	52 336,1	59 093,7	63 431,7	51 994,9	-18,0%	7,6%
Matériel de transport	29 436,1	32 988,9	34 661,7	36 834,1	34 243,8	-7,0%	16,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	3 480,3	4 606,3	3 161,4	4 011,2	5 151,9	28,4%	48,0%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	937,2	164,0	247,4	826,2	519,3	-37,1%	-44,6%

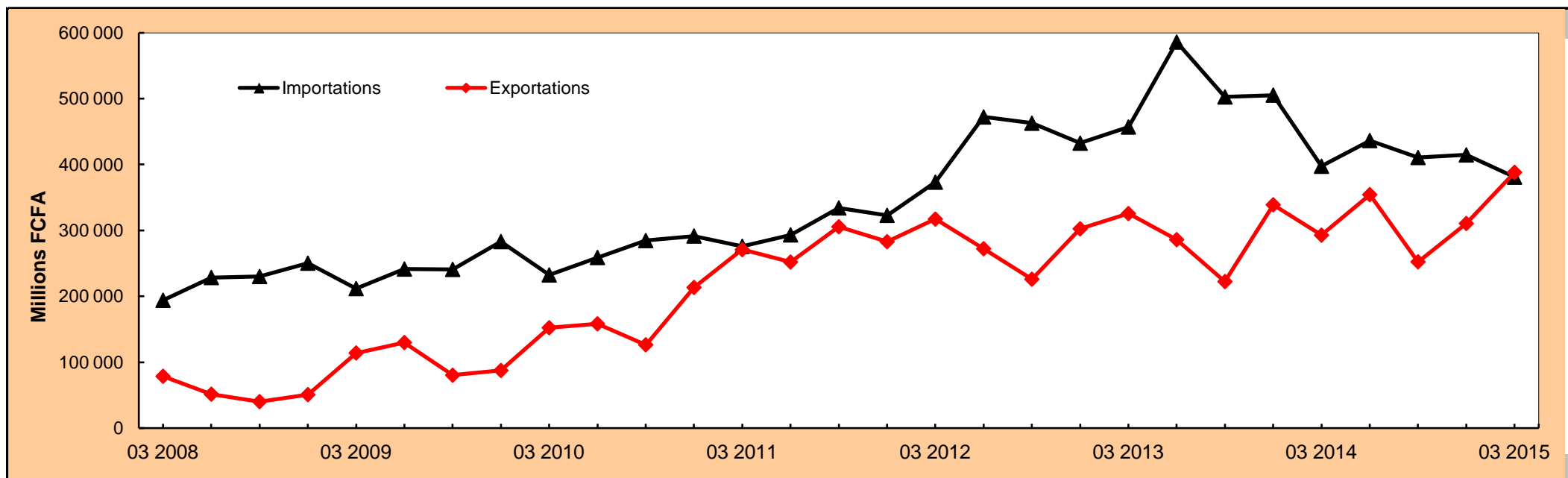
En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une baisse de 8,1% (33,8 milliards de FCFA) au premier trimestre 2015.

Cette baisse est imputable pour l'essentiel à la baisse de la facture pétrolière de 13,3 milliards de FCFA, aux baisses des importations de « machines et appareils, matériels électrique et leurs parties » de 11,4 milliards, de « matières plastiques et ouvrages en ces matières, caoutchouc » de 8,1 milliards de FCFA et de « métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 6,3 milliards de FCFA.

Comparativement au premier trimestre de 2014, la baisse observée depuis le premier trimestre 2014 se poursuit. Près de la moitié des sections ont enregistrées des baisses mais les plus importantes sont celles de la facture pétrolière de 10,5 milliards de FCFA et des importations de « métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 10,2 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2014	2014	2014	2014	2015	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>292 758,2</b>	<b>354 305,8</b>	<b>252 324,1</b>	<b>310 481,1</b>	<b>388 117,7</b>	<b>25,0%</b>	<b>32,6%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	519,1	1 526,4	1 801,0	931,9	619,5	-33,5%	19,3%
Produits du règne végétal	52 663,7	24 043,7	17 100,0	40 883,9	71 595,9	75,1%	35,9%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	44 216,2	5 736,1	9 065,2	38 286,0	59 192,7	54,6%	33,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	962,0	1 058,1	1 675,3	2 049,0	962,0	-53,0%	0,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 619,0	1 613,0	1 499,3	1 473,3	2 325,7	57,9%	-11,2%
Produits minéraux	283,6	5 265,0	69,7	1 719,3	409,2	-76,2%	44,3%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	552,9	786,3	624,8	1 963,7	260,6	-86,7%	-52,9%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	297,4	450,4	284,7	1 480,1	420,3	-71,6%	41,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	392,4	346,3	379,6	105,4	4,2	-96,0%	-98,9%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	15,2	0,0	6,3	3,5	5,4	53,7%	-64,6%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	16,0	23,6	18,6	84,7	16,0	-81,1%	0,0%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	83 684,2	77 777,3	8 087,5	62 596,2	74 052,4	18,3%	-11,5%
dont coton fibre	82 653,0	76 246,9	7 744,6	61 362,0	72 673,1	18,4%	-12,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	37,7	30,2	29,1	23,6	35,7	50,9%	-5,3%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	119,5	349,1	267,0	94,7	80,8	-14,6%	-32,4%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	128 318,2	213 000,0	202 764,4	178 285,5	211 460,9	18,6%	64,8%
dont or	128 318,2	212 999,6	202 764,4	178 285,5	211 448,4	18,6%	64,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	13 926,2	13 397,8	9 154,7	12 329,2	10 840,6	-12,1%	-22,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 904,7	8 064,1	5 062,6	2 752,1	7 516,3	173,1%	92,5%
Matériel de transport	1 899,0	5 931,9	2 684,1	3 169,3	6 336,7	99,9%	233,7%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	494,9	254,7	139,4	323,4	120,1	-62,9%	-75,7%
Marchandises et produits divers	126,4	309,0	647,3	164,5	88,8	-46,0%	-29,8%



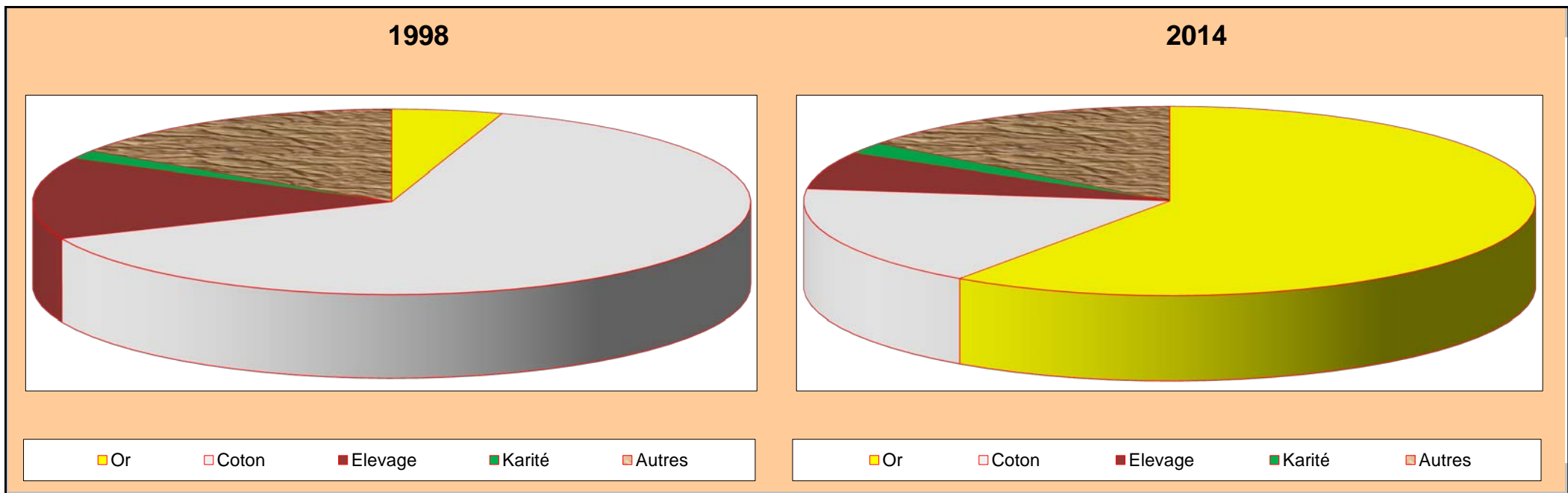
Au premier trimestre 2015, les exportations enregistrent une hausse de 25,0% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations de 310,5 milliards FCFA au quatrième trimestre 2014 à 388,2 milliards FCFA.

Cette hausse est principalement imputable aux exportations d'or, de coton-fibre et d'oléagineux. En effet, les exportations d'or enregistrent une hausse de 33,2 milliards FCFA; les graines d'arachide, de sésame et d'autre oléagineux de 20,9 milliards de FCFA et le coton-fibre de 11,3 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la même tendance observée qu'en glissement trimestriel. En effet, les exportations enregistrent une hausse de 32,6% soit 95,4 milliards de FCFA. Cette hausse est imputable à la hausse des exportations de « Perles fines de culture, pierres gemmes, métaux précieux » de 83,1 milliards de FCFA et de « arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux » de 15,0 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1998	2011	2012	2013	2014
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	5,0%	75,3%	79,4%	62,7%	59,7%
Part du coton dans total	63,5%	11,5%	11,4%	16,4%	17,4%
Part des produits de l'élevage dans total	14,2%	6,3%	5,4%	6,3%	6,3%
Part du karité dans total	1,6%	2,0%	1,7%	2,0%	2,0%
Part des autres produits dans total	15,8%	4,9%	2,2%	12,7%	14,6%

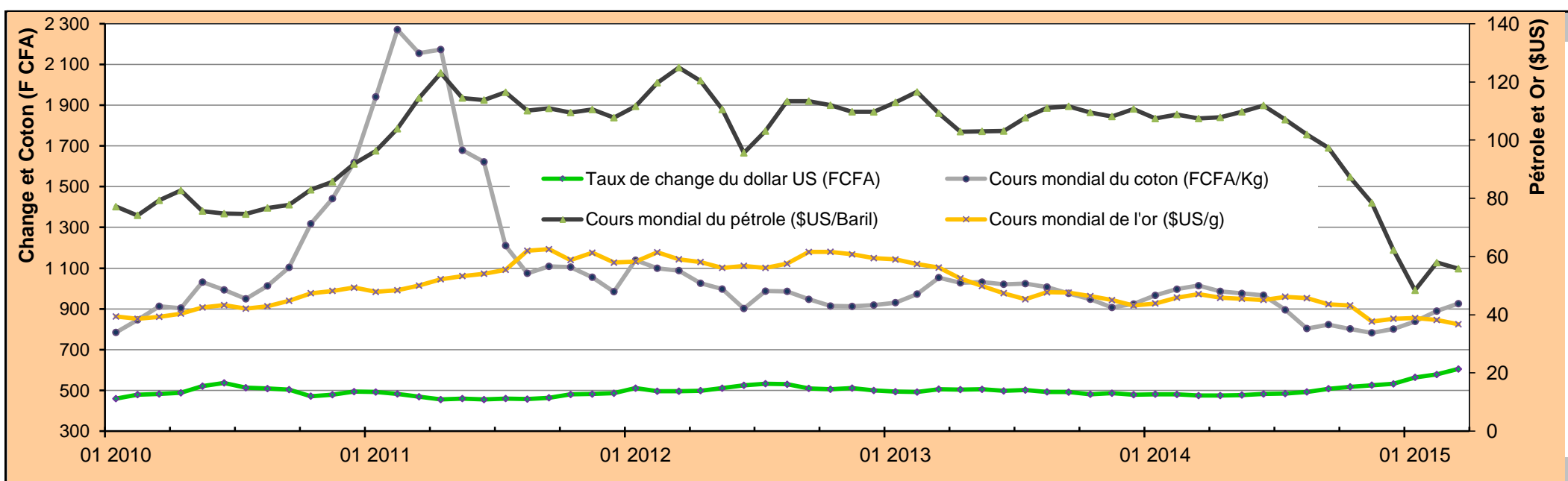


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (63,5%) et celles de produits de l'élevage (14,2%) en 1998, il ressort une prédominance de l'or avec 62,7% de la part des exportations en 2013. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 33,5 tonnes en 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	Moyenne trimestrielle	2014	2014	2014	2014	2015	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	478,9	478,3	495,2	525,2	582,4		10,9%	21,6%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	107,9	109,8	102,1	76,0	54,0		-28,9%	-49,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 072,8	2 041,9	1 699,4	1 514,8	1 518,5		0,2%	-26,7%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	45,6	45,5	45,2	39,8	37,9		-4,8%	-16,9%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	51,7	52,5	50,5	39,8	31,5		-20,9%	-39,0%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	992,4	976,5	840,7	795,4	884,7		11,2%	-10,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	21,8	21,7	22,4	20,9	22,1		5,6%	1,1%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,019	0,019	0,017	0,020	0,028		39,0%	46,9%



**Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, le raffermissement du dollar américain vis à vis des autres monnaies, notamment le Franc CFA se poursuit en ce début d'année. Le Franc CFA a cédé 10,9% de sa valeur au premier trimestre 2015 comparativement au trimestre précédent où sa dépréciation était de 6,1%. En moyenne, le Franc CFA s'est échangé à 582,4 francs pour un dollar au premier trimestre 2015 contre 525,3 francs un trimestre auparavant. En glissement annuel, la monnaie de la Zone Franc a baissé de 21,6% par rapport au dollar. La vigueur du dollar s'expliquerait entre autres par la bonne orientation de l'activité aux USA, le regain de confiance des investisseurs et les effets de la politique monétaire menée par la Banque centrale américaine.

**Prix des produits exportés :**

Après trois trimestres consécutifs de baisse, le cours mondial du coton s'est quasiment stabilisé au premier trimestre 2015 comparativement au trimestre précédent. Le coton, après avoir cédé 10,9% de sa valeur au quatrième trimestre 2014, a stagné (+0,2%) au premier trimestre 2015. La tonne de coton fibre s'est échangée en moyenne à 1 518,5 dollars au premier trimestre 2015 contre 1 514,8 dollars au dernier trimestre 2014. Exprimé en franc CFA, le prix du coton-fibre est en hausse de 11,2%, ressortant à 884,7 FCFA le kilogramme au premier trimestre 2015 contre 795,6 FCFA un trimestre auparavant. Le niveau relativement bas du cours serait dû à la hausse de la production mondiale portée par celle des Etats unis et de l'Inde ainsi que la libération des stocks chinois.

Le cours de l'once d'or poursuit son orientation baissière au premier trimestre 2015. Il a reculé de 4,8% en rythme trimestriel au premier trimestre 2015 après une baisse de 11,8% au dernier trimestre 2014. En moyenne, le cours du gramme d'or s'est situé à 37,9 dollars au premier trimestre 2015 contre 39,8 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours de l'or est en nette baisse (-16,9% au premier trimestre 2015 contre -11,2% au quatrième trimestre 2014).

Converti en franc CFA, le gramme d'or valait 22 080 francs au premier trimestre 2015, en hausse de 5,6% en rythme trimestriel et de 1,1% en glissement annuel. Le fléchissement du cours de l'or reste soutenu par la confiance des investisseurs pour les marchés et le raffermissement du dollar.

**Prix des produits importés :**

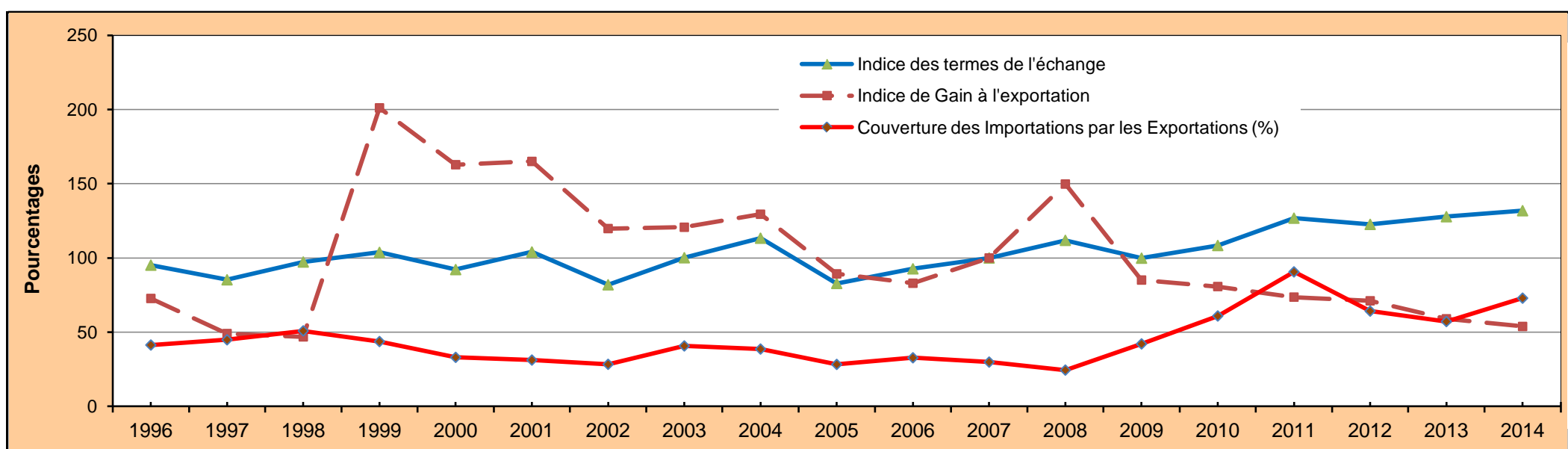
Sur le marché du pétrole, les cours poursuivent en ce début d'année 2015 leur tendance à la baisse amorcée depuis le second semestre de l'année 2014. Le baril de pétrole de la mer du Nord (Brent) a perdu en moyenne 22 dollars, soit 28,9% en s'affichant à 54 dollars le baril au premier trimestre 2015 contre 76 dollars un trimestre plus tôt. Au quatrième trimestre 2014, le Brent reculait de 25,6%. En glissement annuel, le cours de l'or noir a perdu près de la moitié de sa valeur (-49,9% au premier trimestre 2015 contre -30,6% au quatrième trimestre 2014). La baisse des cours est liée à une offre toujours surabondante et un dollar ferme.

Converti en franc CFA, le prix du Brent au premier trimestre 2015 est en baisse de 20,9% en rythme trimestriel et de 39,0% en glissement annuel.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

### INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2010	12 2011	12 2012	12 2013	12 2014	Var. 2014	
						Var./2013	Var./2012
Indice prix à l'exportation	130,5	150,2	156,9	159,7	148,7	-6,9%	-5,2%
Indice prix à l'importation	120,4	118,5	128,0	124,1	112,8	-9,1%	-11,9%
Indice des termes de l'échange	108,4	126,8	122,6	127,8	131,8	3,2%	7,5%
Indice de gain à l'exportation	80,8	73,6	71,1	59,0	53,9	-8,7%	-24,3%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	60,9	90,6	64,2	57,2	72,9	27,5%	13,6%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011.

Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 90,6% en 2011; à 64,2% en 2012; à 57,2% en 2013 et 72,9% en 2014. Cependant, le taux de couverture est de 101,9% au premier trimestre 2015.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MARHASA :	Ministère de l'Agriculture, des ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### **Elevage:**

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### **Monnaie:**

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### **Commerce extérieur:**

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

### **Soldes d'opinions:**

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

### **Moyenne quinquennale:**

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où  $X_{n,i}$  représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRA
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRA
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DGESS/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP